

Chapitre 3 : Terre d'histoire

Avant d'être construits comme traits identitaires roumains, le *gospodar* et la *gospodarie* ont une histoire dont il s'agit de cerner le parcours concret. Cette appréhension permettra de saisir la part de construction des usages quotidiens, identitaires ou idéologiques qui sont faits de ces deux objets étroitement reliés. Dans ce but, les étapes successives du passé mouvementé de la paysannerie roumaine et de la construction de la figure du paysan sont exposées au rythme des grands mouvements de l'Histoire et de la petite histoire de Maureni. Ce propos débutera donc au XVIII^{ème} siècle qui a vu naître le village investigué. Suivra un point tentant de faire brièvement l'état des lieux des connaissances liées à l'origine de la *gospodarie*. La définition que proposent actuellement les Maurenien du *gospodar* clôturera ce court chapitre. Ces sont ces définitions actuelles qui président au choix de présenter un historique de la *gospodarie* en perspective de l'*obste devalmase*. En effet, si l'histoire locale rattache les demeures du village à un modèle paysan souabe ou plus largement occidental dont il serait intéressant de faire une étude comparative avec les organisations villageoises transylvaines (cnezat, voïvodat entre autres), la recomposition de la population et le modèle idéal de référence des habitants de Maureni s'accorde avec l'*obste* bien que celle-ci ne soit pas mentionnée en tant que telle. Le modèle de référence actuel à Maureni est bien le *gospodar* et non le *paore* dérivé probable de *bauer* identifiant une position supérieure à un « simple paysan » marquant en cela un changement face aux recherches menées par S. Vultur sur les communautés dites allemandes du Banat (2000).

Les données ici traitées sont essentiellement tirées de lectures d'ouvrages scientifiques⁶⁵ croisés avec des entretiens et conversations menés sur le terrain. Les archives locales n'ont pas été dépouillées. Il existe, au village, une monographie de Maureni rédigée en langue allemande. Cette monographie autrefois conservée à la mairie a aujourd'hui disparu. Selon plusieurs villageois, elle serait en possession de Seracin, ancien maire du village et directeur de l'école de Maureni. Cela me fut confirmé par son épouse. Après avoir insisté auprès du nouveau « propriétaire » de ce volume et insisté auprès de sa femme, je me suis entendu dire par le directeur qu'il ne le possédait pas. Selon Milita, son mari souhaite le conserver car il envisage de rédiger l'histoire du village en langue roumaine.

⁶⁵ Les principaux auteurs consultés sont L. Boia (2001, 2003), C. Durandin (1988, 1994, 1995), K. Hitchins (1969, 1994), C. Karnoouh (1990), D. Kideckel (1993), V. Mihailescu (1992, 2000, 2002, 2003), T. Nicoara (2002), A. Roger (2000, 2002 a et b, 2003), H.H. Stahl (1939, 1969), K. Verdery (1983, 1991). Les autres seront mentionnés au fil du texte.

3.1 Supporters et détracteurs : approche historique de la paysannerie roumaine et de la figure du *gospodar*

L'histoire de la Roumanie peut se diviser en deux parcours qui se rejoignent lors de l'avènement de la Nation roumaine en 1918. D'un côté, le Regat regroupant la Valachie et la Moldavie a un passé tourné vers l'Orient. Les influences byzantine, ottomane et orthodoxe y sont prégnantes. En effet, cette région fut placée sous tutelle ottomane durant 4 siècles jusqu'à la fusion des principautés valaque et moldave dont les assemblées avaient élu un prince commun : Alexandre Ioan Cuza⁶⁶. En 1878, l'indépendance de ce territoire sous tutelle ottomane au préalable est reconnue. Les provinces occidentales roumaines, la Transylvanie et le Banat, ne partagent pas cette histoire. Elles furent conquises par la couronne viennoise et ne furent rattachées à la Roumanie qu'en 1918 pour former la Grande Roumanie. Des dominations successives ont influencé la culture régionale en l'orientant à l'Ouest. Cette scission du territoire roumain en deux parties scindées par la chaîne carpatique portant leur regard vers des pôles différents a créé deux histoires différentes. À l'Est, selon le modèle proposé par H.H. Stahl, des communautés paysannes libres existaient malgré la présence des boyards et la puissance des monastères. L'Ouest roumain se caractérisait par sa féodalité et le servage.

Les études historiques du contexte socio-économique transylvain s'inspirent, la plupart du temps, du modèle de I. Wallerstein : la Transylvanie (dont le Banat) est une périphérie dont le centre cherche à tirer parti. Ce centre peut avoir son siège à Budapest ou à Vienne. L'exploitation économique (on y importe des produits manufacturés et en exporte les ressources agricoles et naturelles) et la politique sociale qui en découle mobilisaient les acteurs de la région excentrée en faveur d'une indépendance recherchée. La population roumaine presque exclusivement paysanne y était discriminée. Leur ethnie n'était pas reconnue comme l'équivalent des *Natio* saxonne, hongroise et sicule. La religion orthodoxe était tolérée mais non reconnue⁶⁷. Les Roumains étaient inférieurs : des

⁶⁶ A. Ioan Cuza (1820-1873) : souverain des Principautés unies de Moldavie et de Valachie entre 1859 et 1866. Après la guerre de Crimée (qui opposa les Russes occupant ces territoires alors ottomans au sultan soutenu par les Français et les Britanniques craignant de voir l'Empire du tsar s'assurer le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles), il fut élu prince de Moldavie en 1859. La même année, à un mois d'intervalle, il reçut le même titre en Valachie. Reconnue en 1862, cette Union donna naissance à la Roumanie et Bucarest en devint la capitale. Assisté de Mihail Kogalniceanu, il contribua à une modernisation de son état en dépit des réactions des boyards les plus conservateurs. Les terres des monastères furent sécularisées et une réforme agraire eut lieu en 1863. Les paysans furent libérés des corvées féodales, rendus libres de leurs mouvements et reçurent des terres à exploiter dont le tiers resta propriété des boyards qui conservèrent les meilleures parcelles. Outre ce domaine, il réforma également l'éducation, fonda l'Université de Iasi qui porte son nom. Il dut abdiquer et fut exilé. Son successeur fut Charles (Carol) Ier de Hohenzollern dont la famille régna jusqu'à l'avènement de la République socialiste de Roumanie en 1947.

⁶⁷ Considérée comme schisme au XIV^{ème} et XV^{ème} siècle, la religion orthodoxe n'était pas reconnue officiellement par l'Etat. Les Roumains étaient alors tolérés. Une partie des paysans roumains et du clergé orthodoxe rejoignit l'église uniata alliée à l'église romaine dans l'espoir de se voir octroyer les privilèges accordés aux églises catholiques, évangéliques luthériennes, calvinistes et ce conformément aux promesses promulguées par les édits impériaux de 1699 et 1701. Jamais ces dernières ne furent respectées par la Diète de Transylvanie.

paysans au service de nobles souvent hongrois. Les Roumains, vassaux de la couronne hongroise, sont présentés comme les serfs orthodoxes exploités sur les terres des nobles dans les approches historiques de nombreux auteurs tels C. Durandin, K. Hitchins, K. Verdery, A. Roger, L. Boia.

À Timisoara, le mouvement intellectuel défenseur du particularisme multiethnique banatais propose une version un peu différente. Elle s'intègre à la construction de la province comme jardin d'Eden. Cette version est proposée par V. Leu (Babeti, 2007, p. 41). L'historien défend l'existence d'une noblesse roumaine convertie au catholicisme tout en conservant son ethnicité. Cette conversion favorisa leur accès à la culture occidentale⁶⁸. L'usage du latin et l'introduction de la langue vernaculaire à l'église et à l'école suite à la Réforme du XVI^{ème} siècle sont les arguments de l'ouverture et du partage de la culture occidentale. Le Banat du XVIII^{ème} siècle a un statut particulier. Il est administré directement par Vienne en vertu de son titre de *Pays de la Couronne* (Leu in Babeti, 2007, p. 43). Il est, dans les Balkans, un bastion de la couronne et une base d'envoi d'expéditions punitives potentielles en cas d'insoumission des comitats hongrois et transylvains. Cette particularité est un argument en faveur de la vision banataise d'une zone où la non-discrimination règne. Le Banat se distinguerait de la Hongrie et de la Transylvanie où le principe des privilèges féodaux est fondé sur l'exclusion et la ségrégation de l'ethnie roumaine et de la confession orthodoxe. Un usage actuel de l'histoire en vue de légitimer un lien à l'Europe par des traits identitaires construit une figure du paysan ancré à l'Ouest et illustre l'imbroglio que constituent les faits historiques et les usages de ces faits.

C. Karnoouh affirme que, dès le début du XIX^{ème} siècle, la paysannerie est *la classe éponyme de la nation roumaine* (1990, p. 18). V. Mihailescu parle d'une *identité ruraliste par excellence* (2001, p. 82). La paysannerie et le *gospodar* ont bien une histoire, mais celle-ci se mêle à l'usage idéologique de la figure du paysan construite pour revendiquer et asseoir une identité nationale roumaine dès le XVIII^{ème} siècle. La constitution d'une identité ethnique institutionnalisée est un des instruments de revendication de la population roumaine. La question agraire et la gestion de ses ressources naturelles et humaines sont un des nœuds et des lieux de ces revendications. Selon A. Roger (2002), les promoteurs du nationalisme roumain sont mus par deux objectifs emboîtés : s'affranchir de la dépendance tout en veillant à la mobilisation autonome des paysans pour renforcer leur propos. Pour atteindre leurs buts, les caractéristiques, les valeurs et les pratiques culturelles de la paysannerie roumaine sont transformées en symboles politiques efficaces. La figure du *gospodar* apparaît.

⁶⁸ Il s'agit de l'argument principal de la latinité légitimant l'inscription de la Roumanie en Europe. Il est aussi un argument de la distinction du Banat et de ses autochtones face au reste de la Roumanie non civilisée. Concernant la construction des représentations identitaires et des valeurs dites spécifiques au Banat, voir le chapitre suivant.

3.1.1 Serf, aristocrate et citoyen (1718 – 1918)

1718 : Le *Banat de Temeschburg* (Temesvar en hongrois, Timisoara en roumain) est conquis par les Habsbourg. Le Traité de Passarowitz entérine les modifications de frontières résultant du conflit séculaire opposant les Ottomans et la Sérénissime République de Venise. Il clôt définitivement la période ottomane de cette région de la Roumanie qui avait débuté en 1552. Au préalable, le Banat comme la Transylvanie dépendaient de la Hongrie depuis le XI^{ème} siècle. Le comte Claude Florimond de Mercy est nommé gouverneur du Banat en 1720. Il lance une campagne de grands travaux : les marais bordant la Tisza et le Danube sont asséchés, des routes et canaux construits, des terres distribuées afin d'encourager l'agriculture et le commerce et régénérer la région. Aux marges de l'Empire, cette frontière transylvaine est une importante région militarisée contre les Ottomans. En 1721, l'empereur ouvre un front pionnier dans le Banat et incite ses sujets non magyars à coloniser ses terres. Les paysans roumains de la Transylvanie voisine affluent. Ces volontaires sont attirés par la libération de tout lien avec les seigneurs et l'affranchissement de l'impôt impérial. Cependant, la majorité de la nouvelle population est allemande. Ce mouvement important de colonisation se place dans la lignée des migrations débutées sous le règne de Charles III. Ils viennent de Souabe, Alsace, Lorraine, Luxembourg, Bavière et Autriche ce qui leur vaut leur actuelle dénomination de Souabes et Français du Banat. Les paysans allemands fondent plusieurs villages presque exclusivement peuplés par cette ethnie dont Moritzfeld en 1784. La patente émise alors accorde gratuitement à chaque famille qui s'installe 34 *jugare* (approximativement ½ ha) de terre, 2 bœufs, 2 chevaux et 1 vache et des outils. 200 maisons sont bâties pour accueillir les 30 premières familles de colons⁶⁹. Au total, 202 familles souabes regroupant 1786 personnes se sont installées au village. Parmi elles, 62 reçurent des *sesii întregi* (lots complets) et 140 des *jumatati de sesii* (demi lot comprenant : 16 *jugare* de terre, une vache, 2 chevaux, une charrette, une charrue, des outils agricoles et de la vaisselle). A la construction des maisons succéda la fondation de 3 fontaines d'eau potable. 1786 est l'année de l'instauration définitive de la commune qui reçut son premier « maire », Nikolaus Prenzen et entama la construction de l'église catholique. Cette date est rappelée sur l'édifice. En 1796, apparurent le premier registre cadastral et une carte du territoire communal fixant la superficie du territoire communal à 7669 *jugare*. Une reproduction polycopiée de cette première carte est, aujourd'hui, suspendue dans le bureau du maire. Les Souabes s'installent à côté des Hongrois, Roumains, Serbes et autres Croates déjà présents. Le Banat jouit alors d'un statut particulier. Il est directement placé sous l'autorité de la couronne. Il est ainsi séparé de la Hongrie et de la Transylvanie. Cette configuration est abolie en 1778 lorsque le Banat est réintégré à la Hongrie. Il est alors scindé en trois comtés recréés sur base de la division

⁶⁹ Informations tirées du document remis à la mairie croisées avec les dires de Timot un des 8 derniers Souabes du village et les informations recueillies par Sebi, un étudiant roumain originaire de Maureni.

administrative de la première période hongroise de cette région: Torontal, Timis et Caras. Le Caras-Severin est formé en 1881.

L'ère de l'absolutisme de Marie-Thérèse et Joseph II se caractérise par une recherche de prestige européen (Ardant, 1975, pp. 201-202 cité par Verdery, 1983, p. 79). L'expansion par la colonisation de nouveaux espaces renforçant le *limes* impérial fait partie de la démonstration de la force autrichienne. Elle s'accompagne d'un mouvement d'industrialisation visant à affirmer son dynamisme et sa prospérité. L'empire est cependant très concerné par les paysans qui font contrepoids à la noblesse principalement hongroise résistant aux réformes viennoises⁷⁰ (Roger, 2003 ; Verdery, 1983, 1995 ; Hitchins, 1969). Le règne de ce despote éclairé, comme celui de sa mère, a permis une certaine émancipation de la population agricole dans une voie paternaliste via l'abolition du servage. L. Boia (2001) rappelle la force que le mythe du Bon empereur qui émerge à cette époque conserve dans la conscience roumaine. Pourtant, la réforme de Joseph II qui régna conjointement avec Marie-Thérèse de 1765 à 1780 puis seul jusqu'à sa mort en 1790 déclenche le soulèvement paysan de 1784 connu sous le nom de Révolte d'Horea⁷¹. Ce mouvement résulte, selon K. Verdery (1983), du changement de la condition paysanne qu'opèrent les incursions de l'état dans les prérogatives des nobles en faveur des paysans. Les serfs se soulèvent contre le système féodal au nom de l'empereur avec sa supposée bénédiction pour extirper la noblesse surtout hongroise du sol transylvain.

Parler de paysannerie est simplificateur en Transylvanie vu la multiplicité des types de paysans : serfs allodiaux ou réguliers, paysans avec ou sans terre, ... Selon A. Roger, dans le Banat, avant 1848, le nombre de serfs allodiaux⁷² est élevé. À l'époque, la production paysanne est faible (Nicoara, 2002). La probable sous-alimentation des hommes et des animaux de labour en est une première cause. Les techniques agricoles rudimentaires et la fragmentation des terres paysannes et seigneuriales réduisent l'efficacité. Les serfs rechignent à dépenser leurs forces de travail pour d'autres qu'eux. En effet, ils n'avaient guère l'occasion de travailler leur terre allouée ou possédée car les biens

⁷⁰ Pour une approche historique détaillée des conditions de vie paysanne transylvaine à l'époque moderne, voir T. Nicoara (2002).

⁷¹ Horea : Vasile Ursu Nicola surnommé « Horea » est un métayer qui revenu de son service militaire remis à Joseph II les cahiers de doléances de la population roumaine de Transylvanie (alors appelées valaque). En 1783, l'empereur fit un second voyage sur ses terres transylvaines. L'écoute qu'il prêta aux plaintes transmises par Horea, Crisan et Closca participe à l'émergence du mythe du Bon empereur. Les trois hommes sont devenus les figures emblématiques et les porteurs du mouvement d'émancipation qu'inspira le *Supplex libellus valachorum*.

⁷² K. Verdery (1983) explique : Les propriétaires fonciers divisaient leur terre en deux parties : l'une urbaine (*rustical*) et l'autre allodiale (*dominical*) dont le ratio change selon les régions et les administrations. Les terres urbaines étaient divisées en *sessions* pour les serfs : ils en avaient l'usufruit en échange d'une part de production en nature et de travail (*robot*) sur le domaine du maître. Une tenue pleine était divisée en 2, 4 ou 8 introduisant ainsi des différences entre les serfs. Les maîtres disposaient de serfs réguliers et avaient des contacts spécifiques avec les paysans désireux de recevoir une pièce de terre pour leur subsistance. Ce type de contrat de servage n'était pas héréditaire. Le serf ne disposait pas de sa terre. Ses animaux étaient sa seule propriété. Il ne pouvait bouger ou se marier sans le consentement du seigneur. La différence entre les serfs (les jours à prester et la surface obtenue) résultait de la variété des statuts des seigneurs.

du seigneur devaient être labourés prioritairement. Les paysans résistent aux maîtres par leurs bas apports et le sabotage, armes auxquelles les ouvriers agricoles communistes recourront également quelques siècles plus tard. Une vie de dénuement, d'impuissance et de ruse forme la réalité première du quotidien paysan. C'est dans cet ordre féodal recourant au vocabulaire des privilèges, du servage et des obligations qu'émerge le discours nationaliste. Son essor résulte de la mobilisation contre les revendications de magyrisation des Hongrois. Il s'agit d'acquérir une place légitime au sein de la société au même titre que les autres groupes ethniques plus que de vouloir la réformer.

Au XVIII^{ème} siècle, en Hongrie, le terme *natio* revêt un double sens. Il conjugue l'idée d'une population, d'un groupe ethnique occupant un territoire ayant des droits et non soumis à un pouvoir. Ce trait particulier superpose les spécificités ethnique et statutaire. Il s'agit plus de privilèges historiques et d'un statut aristocratique que de nationalité au sens moderne du terme. En Occident, la nation devient état-nation sur des territoires ethniquement plus homogènes que dans le Banat où le terme est connoté dans la lignée de la pensée herderienne. Dans la perspective hongroise, les nations sont naturelles, contrairement aux états. Elles cimentent la vie en communauté partageant une même culture centrée sur ses traditions et sa mémoire et faisant de la terre l'attache principale de la famille.

Trois *Natio* reconnues occupent la Transylvanie : les Magyars, les Sicules (Szeklers) et les Saxons (Souabes y compris). Elles sont représentées à la Diète de Transylvanie, dans l'administration et l'appareil judiciaire. Si les Magyars et les Sicules sont essentiellement d'une noblesse héréditaire, les Saxons sont principalement des commerçants qui s'enrichissant deviennent propriétaires fonciers. Les Roumains sont, quant à eux, majoritairement paysans et soumis à la noblesse (Nicoara, 2002 ; Verdery, 1995, p. 83). C'est en réponse à cette situation que le nationalisme roumain se développe en revendiquant à l'entame de ce processus le titre de quatrième *Natio*. La révolte de 1784 ainsi que la formation d'un clergé orthodoxe et d'une intelligentsia uniate⁷³ favorisée dès la promulgation d'un Edit de Tolérance en 1781 (Roger, 2003) sont les éléments fondateurs, déclencheurs de la geste nationale roumaine. Le mouvement mené par Horea souligne l'existence des Roumains comme classe paysanne, mais il faut attendre 1791 pour que le statut de *Natio* soit réclamé. Le *Supplex libellus valachorum* envoyé à Léopold II demande la confirmation des droits des Roumains alors bafoués, la reconnaissance de cette *Natio* et de l'orthodoxie roumaine.

À cette fin, il s'avère nécessaire de légitimer le caractère noble des Roumains par des origines de haute extraction. Le mouvement de revendication nationaliste roumain se construit en regard des droits historiques. Aussi, suite à la constitution de l'Ecole de Transylvanie, se développe la frange

⁷³ Uniate : se dit des Catholiques d'Orient. L'église uniate se caractérise par la reconnaissance de l'autorité vaticane conjugée à des rites liturgiques orientaux dont l'orthodoxie.

romaine du long débat sur les origines de la roumanité⁷⁴. Les bases de la thèse de la continuité roumaine sont jetées. Les ancêtres romains sont mobilisés à commencer par Trajan conquérant des Daces. Les traits latins de la langue sont mis en exergue pour appuyer cette filiation et démontrer la noblesse de la culture roumaine. La langue roumaine est enrichie d'un substrat latin substitué aux termes turcs, slaves, magyars et germaniques acquis historiquement. Une littérature, un théâtre et des journaux roumains sont créés (Hitchins, 1969, pp. 135-181). Le thème du paysan aristocrate émerge. L'anoblissement n'est pas seulement destiné à l'élite mais à toute la population roumaine. Le paysan est présenté comme le grand continuateur et l'acteur principal de la non moins grande tradition roumaine romaine. Horea est mythifié et intégré dans la théorie de la continuité. Avram Iancu meneur de la révolte de 1837 dont Bianca, Titi et Mihaï seront fiers de me montrer le mémorial, un tombeau sous un arbre envahi pas un poteau et un cylindre de béton, rejoint aussi le panthéon des héros roumains. Ces figures sont au service de la démonstration de la permanence et de la persistance d'une culture originale, ancienne dont l'authenticité et la noblesse méritent la reconnaissance. Elles en sont l'emblème : leur repli dans les montagnes en temps de contestation attesterait de la préservation de l'authentique roumanité dans les monts Apuseni⁷⁵ demeurés aujourd'hui encore le berceau de la culture roumaine. Les racines romaines témoigneraient d'une présence roumaine antérieure à la présence hongroise en Transylvanie. Le paysan a été présenté, utilisé et construit comme un argument attestant tant de la continuité que de la préservation de la noblesse et de la tradition roumaine de haute extraction (Rome). Il devint un argument de légitimation des revendications de reconnaissance de l'intelligentsia roumaine. Une élite se fait le chantre d'une population soumise. Nous verrons qu'au cœur du village, l'élite s'octroie toujours ce rôle de guide, conseil et défenseur des valeurs et traditions en faveur d'une reconnaissance villageoise.

Dans les faits, le paysan de cette époque moderne est soumis au servage (Nicoara, 2002). L'idéologie diffusée et l'augmentation des difficultés quotidiennes de survie poussent à la révolte qui revendique un changement de la condition paysanne roumaine. De leur côté, en réponse, les Magyars défendent une vision du retrait romain et font descendre les Roumains de tribus paysannes nomades. Les Roumains ne peuvent donc prétendre ni au statut de *Natio* ni revendiquer ses droits ni postuler la roumanité de la Transylvanie. Ce débat fait toujours rage aujourd'hui et est un élément clé des oppositions nationalistes roumano-magyars. Pour répondre au *Supplex*, l'empereur fait appel à la Diète de Transylvanie qui rejette la demande. Avec la rencontre des idées du siècle des Lumières et la doctrine des droits naturels de l'homme (liberté, égalité, fraternité), leur idée fut de généraliser cette forme naturelle de droits individuels à la nation entière (Hitchins, 1977, p. 40). Les Roumains cherchant à acquérir une citoyenneté pour la collectivité étaient donc préoccupés par les anciens

⁷⁴ Trois perspectives différentes s'affrontent sur ce thème : les protochronistes, les latinistes et les défenseurs du mélange. Je les ai présentés au chapitre précédent.

⁷⁵ Les monts Apuseni sont qualifiés de *vatra romaneasca*, de feu, foyer roumain.

termes de l'équation identitaire. La mise en exergue des particularités culturelles (paysannes et latines surtout) pour asseoir la reconnaissance de l'identité roumaine se heurte à la diffusion des idées universalistes d'humanité et de droits communs supérieurs aux traits érigés en spécificités par les acteurs culturels qui en seraient porteurs et donc membres. La Diète fonde son refus sur cette objection.

Alors que le Banat est hongrois depuis 7 années déjà, en 1867, suite à la guerre austro-prussienne, l'empire devient une double monarchie : un seul dirigeant (empereur d'Autriche également roi de Hongrie) préside un ensemble composé de deux états gérés séparément par un parlement et un gouvernement civil propres. La tendance principale dans l'agriculture hongroise est alors, et ce jusqu'au début du XX^{ème} siècle, de composer et consolider de grands domaines capitalistes. Ce tournant dans l'intensité de la production agricole débute avec l'émancipation des serfs en 1848. Cette période du Printemps des peuples est explosive dans toute l'Europe. Son retentissement économique et social est important. Le nationalisme s'enflamme un peu partout et met le feu aux poudres. À l'Est, à travers une série de réformes sociales, l'ordre féodal est aboli et l'économie, en suivant les rails du capitalisme, se transforme de façon effrénée. L'impact sur la paysannerie de Transylvanie est évidemment conséquent (Nicoara, 2002).

C'est dans ce contexte que les revendications roumaines prennent des atours plus défensifs. Des droits politiques et non plus historiques sont revendiqués : le paysan devient un citoyen (Vultur, 2002) et les Roumains sont désireux d'occuper des postes influents réservés alors aux Magyars et aux Saxons. Diverses écoles se forment, mais elles défendent une conception commune du paysan citoyen et émancipé. L'enjeu n'est plus d'établir sa grandeur historique mais de le présenter comme classe économique politiquement responsable. Une deuxième phase d'élaboration de la figure du paysan se met en place. Dès lors, les intellectuels de l'Ecole de Brasov s'assignent la mission d'éduquer la paysannerie (Hitchins, 1977, pp. 222-223). Parallèlement, des études du folklore sont menées pour rendre saillantes ses formes élaborées. Elles mettent en avant l'économie particulière des villages, l'organisation de leurs comportements politiques. Les paysans y sont présentés comme des citoyens économiquement responsables et politiquement mûrs. L'important est de montrer leur grand nombre et ainsi de soutenir le potentiel révolutionnaire de cette masse de citoyens. Ils peuvent être une menace. À l'inverse, pour le groupe de Sibiu, le paysan est un acteur raisonnable, un citoyen sage (Durandin, 1979, 147). Dès 1880, les *Tribunisti* se font entendre. *Il s'agit en somme de démontrer que les Roumains de l'empire, loin d'être irrémédiablement ramassés dans une seule classe sociale, forment potentiellement une société complexe ; sous la façade uniforme de la paysannerie roumaine, les tribunistes s'efforcent de révéler l'existence d'une structure sociale comparable à celle des nationalités déjà reconnues* (Roger, 2003, p. 224). Par l'accès à la propriété et l'acquisition du droit de vote, le regard porté sur la paysannerie se renouvelle et le paysan roumain gagne une importance sociale. S'il s'agissait, auparavant, de démontrer la grandeur historique

et la noblesse de la ruralité, source pure et vertueuse de la Nation roumaine revendiquée, c'est la complexité de son organisation économique et politique qui est, dès le milieu du XIX^{ème} siècle, mise en avant (Hitchins, 1994, pp. 202-250 ; Roger, 2003).

La modernisation des campagnes est en marche. La propriété foncière devient le symbole de l'indépendance et de la survie de la *gospodarie* et de ses membres. Parallèlement à l'industrialisation de la région au XIX^{ème} siècle, la paysannerie se développe et devient le moteur de l'identité nationale roumaine. Cependant, face à cette modernisation et en dépit de la représentation du paysan en tant que défenseur de la patrie et moteur de la roumanité, la plaine banataise conserve un visage féodal et polarisé. La loi d'émancipation paysanne promulguée en 1864 et le démantèlement des grands domaines fonciers de 1907 ont engendré une parcellisation extrême des terrains que la réforme agraire de 1921 ne peut résoudre. Aussi, la campagne est-elle fustigée depuis le milieu du XIX^{ème} siècle à la suite du mouvement hygiéniste qui se propage en Europe. Les ambitions déclarées sont de modifier les habitudes sanitaires et hygiéniques de la population rurale pour rejoindre le standard du modèle urbain (Barbulescu, 2005). À l'aube de la première guerre mondiale, la ruralité reste prisonnière d'une vision intellectuelle stéréotypée.

3.1.2. L'âge d'or dans la Grande Roumanie (1918 – 1945) ?

Le rattachement du Banat et de la Transylvanie au Vieux Royaume voté dès 1918 est considéré comme nécessité historique et réparation des injustices multiséculaires subies par la population roumaine. Le traité de Trianon entérine les nouvelles frontières de la Grande Roumanie qui se lance dès 1921 dans une réforme agraire. Près de 4 millions d'ha sont distribués à 1,5 million de paysans. Cela engendre une disparition des propriétaires comme classe politique et une baisse de la production agricole. En 1930, 71% des habitants du royaume vivent de l'agriculture alors qu'ils sont, à la même époque, 8% en Angleterre ou 31% aux Pays-Bas (Pippidi Mungiu, 2004, p. 67). Vers 1940, une ferme sur 5 a moins de 1 ha : trop peu pour nourrir une famille. Les petites propriétés privées résultant de l'expropriation et la réduction des grandes propriétés foncières sont alors défendues comme bases de la société moderne. L'unité de référence est l'exploitation familiale paysanne, la maisnie. Les répercussions de cette réforme se font encore sentir aujourd'hui dans les zones rurales roumaines. Le paysage de Maureni en porte toujours les traces. À partir de 1925, les premières familles ethniques roumaines, venues de Sibiu, s'installent à Maureni. Ces nouveaux villageois vivent à côté des Souabes qui conservent des terres plus étendues. La polarisation de la paysannerie est donc toujours marquée. Malgré la perception partagée du paysan comme dénominateur commun de l'ethnicité roumaine, un abîme existe. Une différence significative sépare l'apparente continuité des conditions de la vie quotidienne au village et sa double perception par l'intelligentsia urbaine et l'élite politique (Verdery, 1991, pp. 27-71 et Roger, 2002). L'authenticité de la culture paysanne, symbole de

la permanence du lien avec le passé glorieux, est opposée à la culture « cosmopolite » urbaine. La modernité, l'ouverture à l'universel se bâtit sur l'invention du traditionalisme et non en opposition à ces spécificités vécues comme nationales. Tension et concordance entre ces pôles traditionnel et moderne caractérisent encore aujourd'hui une identité roumaine hésitante qui oscille entre les deux. J'y reviendrai.

Durant l'entre-deux-guerres, la paysannerie revêt une valeur politique grandissante. Les politiciens vantent les héritages matériels et spirituels paysans et instrumentalisent les traditions rurales. L'image construite du paysan, sa « paysanneté » sort du cénacle intellectualiste. C'est, en effet, à cette époque que fleurissent d'importants mouvements diffusant avec succès auprès des masses paysannes des idéologies nationalistes combinées avec des programmes politiques au caractère ruralo-populiste. La relation entre ruralité et nation, donc entre terre et territoire, sol et sang est alors faite malgré la fluctuation des frontières étatiques. Cette symbiose génère le fondement matériel du peuple, crée des droits inaliénables et constitue un important symbole dans la construction identitaire. Travailler la terre devient un honneur ; la laisser en friche est une honte pour le pays. La famille et l'entreprise agricole ne font qu'un. Construites en relation avec un esprit capitaliste, la solidarité et la famille sont des valeurs principales. La terre devient alors source de production mais aussi emblème des savoir-faire agricoles unissant les exploitants. La valeur villageoise centrale devient le travail pour son propre foyer. *A se gospodari* et le travail incessant que ce slogan implique permet aux familles de conserver le contrôle de leur production et de leur dépense tout en bénéficiant d'un certain confort. Développer son activité au sein de la maisnie favorise principalement l'autonomie en évitant de travailler sur les terres d'un boyard ou d'un autre paysan. Cette dépendance était alors perçue comme un asservissement et une déchéance sociale. Cette activité commune aux habitants favorise également la cohésion sociale. Un sentiment de vie communautaire et une communalisation (Weber, 1971) par le partage des valeurs et d'un mode de vie se renforce. Une attitude mystique envers la campagne et la terre est de plus en plus instrumentalisée notamment par la monarchie roumaine. Peu de temps avant d'asseoir sa dictature en 1938, Carol II⁷⁶ entérine la création du *muzeul satului*, le musée du village, qui doit souligner la richesse et la variété de la vie campagnarde. L'école de Gusti⁷⁷ s'institutionnalise.

⁷⁶ Carol II, dit aussi Charles II de Roumanie (1893-1953) : quatrième roi de Roumanie entre 1930 et 1940. Membre de la famille Hohenzollern-Sigmaringen, il épouse, contre l'avis de son père, le roi Ferdinand Ier, une roturière. Ce mariage annulé, Carol II épouse ensuite Hélène, fille du roi Constantin de Grèce. Cependant Carol mène une vie dissolue pour les mœurs de son époque. Ceci pousse le roi Ferdinand Ier à nommer son petit-fils Michel (fils aîné de Carol et Hélène) héritier de la couronne. La Roumanie devient une monarchie parlementaire. Le parti national libéral reprend du pouvoir face au Parti national paysan dont Carol était plus proche. Ferdinand Ier décède en 1927. Il laisse le trône à Michel Ier de Roumanie alors âgé de 6 ans. La régence est instaurée. Carol exilé et ayant dilapidé une partie de sa fortune sur les rivieras française et monégasque revient en Roumanie. Le parti national paysan au pouvoir abroge son abdication. Carol II devient roi et impose, peu à peu, un régime autoritaire. Il poursuit une politique étrangère qui l'allie à la France et la Grande-Bretagne tout en tentant d'apaiser les tensions avec l'Allemagne et l'URSS. Le soutien offert aux Polonais fuyant l'invasion du pacte germano-soviétique fait de lui un ennemi de Hitler. Au diktat de Vienne, en 1940, la Roumanie doit abandonner la Bessarabie et la Bucovine du Nord à l'Union soviétique, la Dobrogea du sud à la Bulgarie et le

3.1.3. De l'Internationale à l'hymne à la joie (1945 – 1989)

Si durant l'entre-deux-guerres peu de différences majeures distinguent les styles de vie villageois *gospodar* roumain et souabe dans le Banat, l'expropriation de 1945 et la non-obtention d'une parcelle à la CAP changent la donne. Le « retour » de nombreux Souabes vers l'Allemagne de l'Ouest à l'issue de la seconde guerre mondiale modifie radicalement Maureni laissé partiellement désert. Cette émigration sera, chaque année, grandissante suite aux accords d'Helsinki en 1975 (Michalon, 2003). Les *chiaburi*, les koulaks souabes et roumains sont expropriés et déportés vers le Baragan⁷⁸. Peu à peu, des Roumains envoyés pour travailler s'installent dans les maisons étatisées des émigrés. Le processus de collectivisation bouleverse également le visage du village. Les *gospodari* perdent leur droit de travailler individuellement le sol et le groupe peu important des exploitants moyens est contraint d'intégrer les coopératives agricoles. Afin de répondre aux besoins de la population urbaine et soutenir l'industrialisation du pays, l'agriculture doit augmenter ses performances. Comme ce sera envisagé un demi-siècle plus tard pour intégrer l'Union Européenne, il faut réduire le nombre de fermes familiales et doper la productivité de surfaces agricoles étendues.

En 1945, le Parti communiste roumain ne compte que 800 membres et 74% de la population est active dans l'agriculture (Roger, 2002b, p. 24). À Maureni, les terres de plus de 50 ha et celles des paysans souabes qui ont combattu notamment dans les rangs de la Wehrmacht sont confisquées conformément à la nouvelle réforme agraire. Les IAS sont créées. En 1949, pour augmenter leur potentiel, une seconde phase d'expropriation touche les paysans détenant 5 à 10 ha. À terme l'IAS Maureni comptera 7000 ha, plusieurs fermes de zootechnie et un parc d'engins agricoles avec ses conducteurs attitrés et salariés. Les autres propriétaires terriens sont « invités » à intégrer la coopérative. Ils sont aussi soumis à la planification mais de façon plus souple que dans les IAS. Ils

nord de la Transylvanie à la Hongrie. Ceci entérine la fin de la Grande Roumanie. Tenu pour responsable, Carol II est destitué lors d'un coup d'état. Le général Antonescu proche de la Garde de fer (les extrémistes de droite) prend le pouvoir en dépit de la nomination du roi Michel. Antonescu devient le premier *Conducator* (guide) de la Roumanie, terme que Nicolae Ceausescu reprit à son compte. Entre ces deux hommes, Gheorghiu-Dej dirigea la république populaire de Roumanie.

⁷⁷ Dimitrie Gusti (1880-1955) : sociologue, historien et ethnologue roumain. Il professa aux Universités de Iasi et de Bucarest et fut nommé à l'Académie Roumaine. Membre du parti paysan, il fut également Ministre de l'Education de 1932 à 1933. Il contribua à la création de la nouvelle école sociologique roumaine et centra ses recherches sur les villages de Roumanie dont plusieurs monographies furent tirées. Avec la collaboration de H. H. Stahl et V. I. Popa, il créa le musée du village de Bucarest.

⁷⁸ La plaine du Baragan est située dans le sud-est de la Roumanie. Elle fut le lieu de déportation des minorités ethniques et des *chiaburi* du Banat dans les années 50. Sous-développé, ce lieu peu peuplé consistait en un défilé de champs marécageux, selon les témoignages que j'ai recueilli à Maureni. Les déportés durent y construire des cabanes d'adobe semi enterrées. Les estimations de la population déplacée se situent autour des 45 000 personnes. En 1956, la majorité des déportés purent rentrer chez eux. Certains demeurèrent dans la plaine. Aujourd'hui, les anciens déportés du Baragan touchent une indemnité versée par l'Etat roumain. Pour plus de précision voir S. Vultur, 1997.

forment des équipes de travail de près d'une trentaine de coopérateurs. Elles sont subdivisées en brigades qui doivent louer le matériel agricole à la SMA. Dès 1947, si les paysans tentent de gérer eux-mêmes leurs avoirs, ils s'exposent à payer de lourdes peines et risquent la prison. Toute opposition à la liquidation formelle de la propriété se solde par 15 ans de travaux forcés, une déportation dans le Baragan ou au canal⁷⁹.

Ma famille n'est pas du Banat. Mon père est de la zone ukrainienne de Lenigranita. Il a fui de là avec mon grand-père à cause de l'armée soviétique à l'été 1944. D'après ce que j'ai compris d'eux, l'armée soviétique est arrivée et ils savaient que les Russes aiment la vodka. Ils ont mis un pistolet sur sa tempe et ont ordonné à mon grand-père : « donne, que nous buvions de la vodka ». « Nous n'en avons pas » répond-il. Jusqu'au soir, ils sont restés (figés de peur), houhoula, pas comme des hommes : des femmes. Comme beaucoup, ils se sont précipités dans les bois. Quand il est arrivé ici, dans le Banat, il n'y avait que des Nemti⁸⁰, des Germains, des Souabes précisément. Mon père est devenu propriétaire de terre et s'est marié avec ma mère. Après 51, j'avais 1 an, j'avais un frère plus âgé qui est décédé, nous avons dû partir comme les chiaburi. Les gens nous considéraient comme des ennemis. Il y avait la guerre avec Tito, entre la Serbie et les Russes, Staline. Certains étaient considérés ici comme plus suspects, comme mon grand-père et mon père pour le motif qu'ils étaient ennemis de l'armée soviétique libératrice. Nous avons été déportés dans le Baragan à peu près 5 ans. On nous y a emmenés. Nous avons tout laissé, la maison, tout. Nous étions nombreux de cette zone-ci : près de 40 000. On nous a laissés dans un champ nu. J'étais enfant quand nous sommes revenus. Les enfants dormaient dans les armoires. Plus tard, on a creusé des trous pour faire des huttes dans la terre. On a reçu du matériel et nous avons fait des briques avec de la paille, un mélange auquel on donnait une forme. Je suis resté comme cela 5 ans, tu sais. J'ai récolté du coton, je n'en avais jamais vu, pour les chaussures, pour avoir chaud. On mangeait des châtaignes. Au retour, j'ai séjourné un an dans la commune de Tirol puis à Maureni, j'ai encore été reçu avec aversion, comme un ennemi. J'étais étranger. Quand nous sommes venus de Moldavie avec un numéro de citoyen, on était comme des immigrants, la mairie était obligée de louer les chambres de ceux qui avaient de grandes maisons et qui avaient des chambres vides. Les Nemti ne voulaient pas alors ils enlevaient tout, les poêles. On était, comment dire, battus par le vent. Puis je me suis entendu avec eux. Je me suis adapté comme on dit. Tout a changé depuis⁸¹.

Les familles autochtones Seracin et Mutulescu ont également été emmenées de force dans les plaines du Baragan dès 1949 pour motif qu'ils possédaient de nombreux terrains et animaux.

⁷⁹ Il s'agit du canal reliant le Danube à la mer Noire. Cette voie d'eau de près de 70 Km fut creusée par des prisonniers. Ce chantier équivalant au goulag russe fut abandonné en 1954

⁸⁰ Appellation exogène des Souabes ainsi désignés par les autres groupes ethniques.

⁸¹ Mihaï, gardien de nuit pour un Belge, 55 ans, Maureni, 07/06.

Les bons étaient ceux qui avaient le fond de pantalon troué. Ils avaient un bon dossier et de la considération. Avoir un bon dossier était notre idéal. Les gens de rien qui ont reçu des terres, qui ont été nommés propriétaires, les ont vendues et bues. Quand ils sont restés sans rien, ils ont prétendu à la collectivité par les kolkhozes. Je ne voulais pas de ça⁸².

La restriction de liberté à disposer de leurs produits se double d'une limitation des ventes de la terre. Madame Mutulescu se souvient de l'interdiction de produire la *tuica* qui l'a poussée comme tant d'autres à cacher un alambic et des dames-jeannes dans la campagne autour du village. Être battu à mort ou torturé, le renvoi des enfants de l'école, les exécutions, les déportations et les confiscations forment la panoplie des nombreuses formes de menaces et pressions usitées pour pousser les habitants à intégrer la CAP et faire comprendre l'idée de renonciation à la culture individuelle.

La collectivisation résout le problème de fragmentation des terres, permet une mécanisation de l'agriculture et une prolétarianisation des travailleurs agricoles. Une population enracinée depuis des générations dans une agriculture paysanne est éduquée à un nouveau rythme et une autre discipline de travail. La collectivisation place les paysans dans une organisation dirigée par l'état. Ils sont liés et dépendent de la bureaucratie. Cela brise leur autonomie. Par la création des CAP, la Roumanie confirme son intention de suivre le modèle soviétique de gestion agricole et son idéologie ayant pour fin (idéal) l'abolition de la distinction entre les classes sociales. Le régime affirme également sa volonté de mobiliser toutes ses ressources et énergies au bénéfice du développement industriel malgré les recommandations du CAEM⁸³, le Conseil d'Aide Economique Mutuel fondé en 1949. Bien que l'agriculture ait fait de grands progrès depuis l'entre-deux-guerres, elle reste à la traîne face aux avancées de l'industrie. L'utilisation rationnelle des engrais chimiques et des machines par d'anciens petits paysans peu habitués à cette technologie et l'organisation d'un travail à grande échelle en sont une raison. Par ailleurs, l'administration centrale n'a que faire des recommandations des entités locales. Les ingénieurs doivent suivre le plan établi à Bucarest. Ceci renforce le fossé entre les villageois et l'économie centralisée ne tenant pas compte des directives locales. Les travailleurs se sentent dénigrés par les autorités.

Si la fabrique de Brasov a fait des tracteurs au temps de Ceausescu pour l'Inde, pour la Chine, pour tous les pays africains, elle faisait des exportations, nous ne pouvons témoigner de combien de tracteurs il

⁸² Mihaï, gardien de nuit pour un Belge, 55 ans, Maureni, 07/06.

⁸³ Aussi nommée COMECON (acronyme anglais), cette organisation d'entraide économique du bloc de l'Est fut créée par Staline en réponse à l'OECE capitaliste (remplacée par l'OCDE) et au plan Marshall. Elle avait pour but de maximaliser la planification et la spécialisation des industries des pays communistes. Elle fut également un outil de la politique soviétique qui lui permit de renforcer son hégémonie en s'insinuant par des recommandations et des subventions dans les politiques économiques nationales. Dès 1963, Gheorghiu-Dej s'oppose aux recommandations du CAEM. Il refuse de modifier sa politique industrielle et affirme dès 1964 l'autonomie de la Roumanie. Nicolae Ceausescu poursuit cette politique dans un premier temps.

fallait. C'est stupide. Il est clair que ce n'était pas avancé, je t'ai dit qu'à la fabrique je n'avais pas de polisseur. Je n'en avais pas, mais j'ai fait un métier avec un peu d'ingéniosité, et de travail, ... La mentalité sous Ceausescu était idiote parce que nous avions de bons ingénieurs, de bons ouvriers, capables. Cela démontre qu'on ne peut pas dire que nous n'avons pas de mérite. La bêtise fut de ne pas laisser faire les ingénieurs. Si tu as l'idée de faire une machine ou d'inventer quelque chose, on ne te laissait pas⁸⁴.

Des stratégies de détournement du travail et des fertilisants sur les parcelles privées sont également peu à peu utilisés. La production est plus basse que ce qui est attendu. Pour motiver les travailleurs à produire, plusieurs incitants sont mis en place dont une rémunération en journée de travail presté et selon le rendement de la récolte. Les *unités de production* (les chefs de ménage) passaient un contrat avec la CAP les obligeant à produire une quantité précise de récoltes variées sur une terre assignée et préparée par la CAP. Le salaire évolue durant le régime. L'argent devient une proportion de chaque type de denrée récoltée et croissante selon l'excédent produit. Dans un premier temps, le travail est organisé en famille en ce compris les membres mutés aux fabriques. Ces derniers sont rarement présents au quotidien dans les CAP si ce n'est pour une période précise de travail. Le modèle standard de vie au village est le « paysan-ouvrier ». Certains villageois *navettistes* travaillent en tant qu'ouvriers qualifiés en industrie à Bocsa, mais la plupart sont engagés dans les fermes d'Etat de Maureni ou Berzovia. Les femmes et les parents âgés restent à la maison, travaillent les terres, élèvent du bétail et de la volaille pour accroître les revenus du foyer. Régulièrement les affectations changent. Une nouvelle norme s'instaure : les foyers combinent la production dans les deux sphères que sont l'agriculture et l'industrie. Selon K. Verdery (1983) la différence entre l'ouvrier et le paysan réside moins dans le circuit de leurs produits que dans la relation au produit: les ouvriers travaillent dans une entreprise de l'état au nom de toute la société tandis que la CAP est une propriété collective de ses membres. *Before the 1940s, peasants looked down on industrial work as evidence of a person's marginality to or failures in the more valued agricultural sphere, but now the occupation of « CAP peasant » falls very near the bottom of their evaluational scale* (Verdery, 1983, p. 61). Le travail à la CAP occupe ses membres de 7h du matin à 15h. Dès ce moment, ils travaillent pour compléter leurs revenus. C'est indispensable à la survie familiale et harassant : les journées sont longues et lourdes.

Toute notre vie nous avons travaillé sous Ceausescu. J'étais enregistrée comme médecin à l'hôpital et j'ai eu une période où j'étais dans l'inspection du personnel mais à côté de cela, des 8 h de service, j'avais, à la maison, des chevaux, des moutons, des vaches, la (ferme) collective, la CAP. Je travaillais avec lui (son mari) 2 ha de terre. Après le service, nous prenions rapidement la charrette et nous nous changions, coupions une tranche de pain mise dans la veste quelque part et nous partions au champ. Jusqu'au soir,

⁸⁴ Nicolae, ouvriers pensionnés et migrant saisonnier, 58 ans, Gataia, 04/07.

*nous restions tous les deux dans le champ, nous bêchions (...). Nous n'étions pas satisfaits avec l'emploi et c'est tout. J'ai toujours travaillé. J'ai fait plein de travaux*⁸⁵.

Pour M. Vincent, ancien ingénieur de la CAP Maureni, il y eut deux droits à la CAP : avant et après les années 70. Selon lui, les travailleurs de la première période oeuvraient en fonction de leurs savoirs et leurs usages appris avant l'instauration du communisme. *Les gens étaient habitués avec le vieux système, avec de vieilles habitudes. Ils étaient consciencieux, travailleurs, à l'écoute, disciplinés. Ils ont vieilli et une nouvelle génération est arrivée. Alors, cela a changé beaucoup. Le système socialiste est devenu défectueux parce que l'homme ne savait pas ce qu'est la propriété. Ils disaient que c'était à la collectivité et pas dans son cœur. Il en a résulté une production maigre. Les gens n'étaient pas habitués à être consciencieux. Ils n'étaient pas disciplinés. Ils volaient. Les résultats étaient donc maigres*⁸⁶. Les petits lopins personnels attribués aux membres des CAP pour leur usage propre ont permis de conserver un lien à la production familiale telle que conçue et vécue avant la collectivisation. Ils ont également un rôle important dans le confort des foyers campagnards. Cette exploitation de la terre s'ajoutant, le travail est ininterrompu.

À Maureni, les familles entrées à la coopérative ou qui y sont affectées travaillent des lopins individuels. En 1972, chaque membre de la CAP travaillant un minimum à la ferme reçoit une parcelle de 15 ares avec un maximum de 1/3 ha par couple si les 2 époux travaillent à la ferme. Cependant, des arrangements locaux ont souvent lieu en faveur des mieux placés : chefs ou ingénieurs de la CAP. Du point de vue étatique, ces parcelles ont une double signification: elles servent à maintenir à un bas niveau la migration permanente de l'agriculture vers l'industrie et égalisent la consommation de nourriture entre les zones rurales et urbaines. Les villageois utilisent cette parcelle pour augmenter la part de leur besoin de nourriture annuelle ou sont commercialisés pour d'autres revenus. Les bénéfices tirés du travail intensif des parcelles privées sont vitaux car ils diminuent le manque provoqué par les politiques de production et de distribution de l'état (Kideckel, 1993). Il ne s'agit pas d'une forme de maintien de la propriété personnelle car cette terre ne peut ni être vendue ni être transmise. Les paysans coopérateurs s'investissent souvent beaucoup plus sur ces terres que dans la CAP dont par ailleurs ils détournent les avoirs à leur compte. La « liberté » de jouir de ces terrains les investit d'un sens particulier malgré les restrictions. Ils deviennent un refuge et sont une forme de résistance, un instrument de non-soumission par le détournement et non le rejet strict. *Pour résister aux normes qui lui sont imposées, la paysannerie ne se crispe pas sur des modes d'organisation immuables ; elle se positionne et se repositionne sans cesse face aux pouvoirs extérieurs : elle entretient un rapport dynamique avec le pouvoir* (Roger, 2002b, p. 27). Le lopin, lorsqu'il est travaillé et ce même s'il se réduit au potager de la *gospodarie*, constitue actuellement un revenu économique indispensable et conserve un sens identitaire profond.

⁸⁵ Maria, pensionnée et migrante saisonnière, 56 ans, Gataia, 04/07.

⁸⁶ M. Vincent, ingénieur agronome pensionné, plus de 70 ans, Maureni, 07/06.

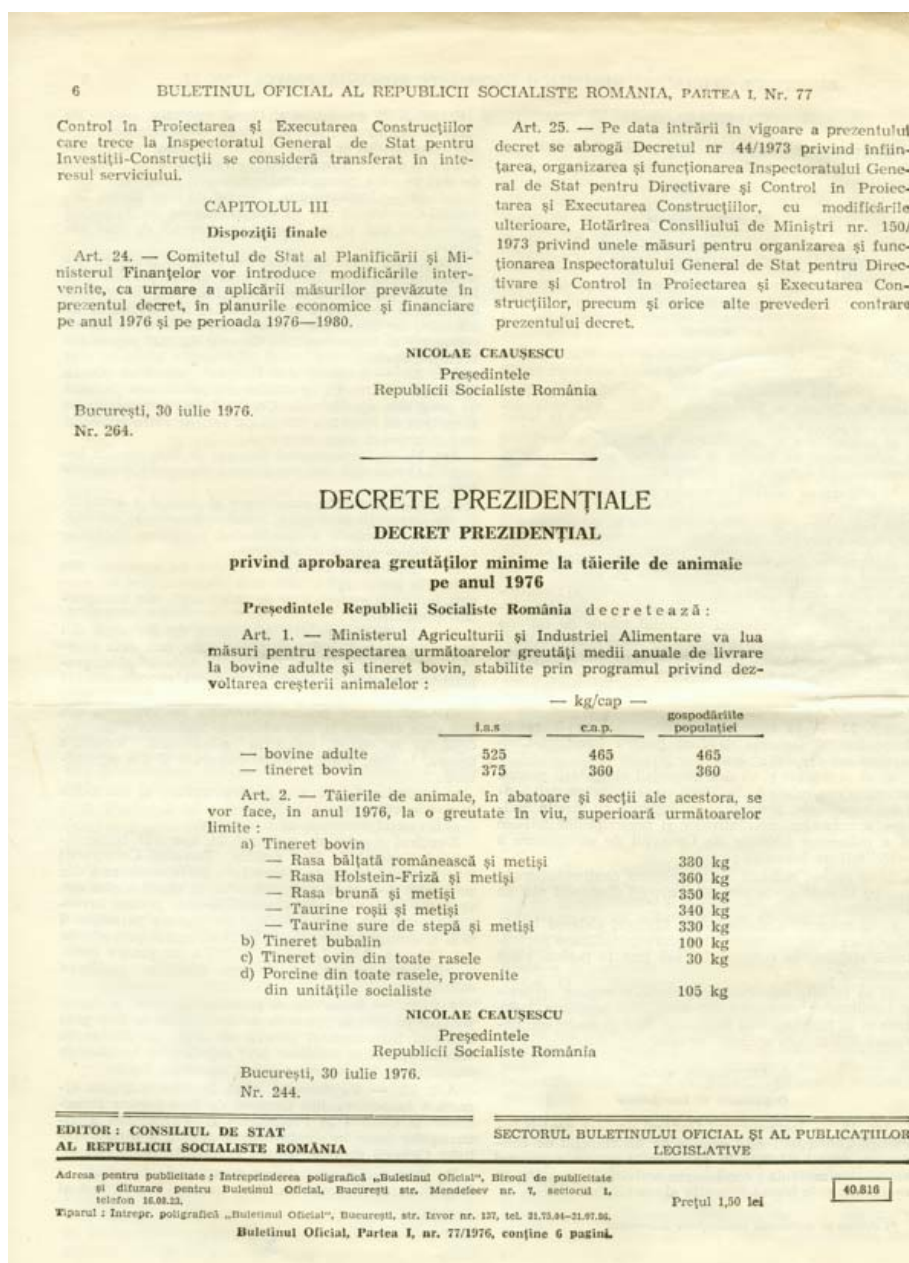
Au départ conçus comme instrument favorisant la transition du paysan vers le coopérateur, ces lopins s'avèrent finalement être un frein pour les autorités. Un plan de systématisation⁸⁷ prévoit, à partir de 1972, la suppression des terres individuelles et vise à loger les paysans dans des blocs standardisés consolidant l'uniformité des modes de vie et enrayant la *gospodarie*. Maureni est un « village à perspective de développement » et doit devenir un « village centre ». Il n'est pas menacé de « s'auto-dissoudre ». Les 3 blocs d'appartements sont construits en béton et entourés de petits jardins à exploiter en commun par les habitants. En 1981, la dette de la Roumanie s'élève à 12 milliards. Ne sachant plus payer, Ceausescu décide de l'éponger en 4 ans. Alors que les importations sont strictement limitées, les exportations sont maximales. Les lopins sont réintégrés dans le système collectif. Les familles doivent livrer une proportion de leur production en fonction de la taille du foyer (Kideckel, 1993, p. 117 ; Lhomel 1990, pp. 3-24). Les animaux sont recensés et tout contrevenant est sanctionné : les bêtes non déclarées sont confisquées purement et simplement. Un décret fixe les normes alimentaires des familles et rationalise scientifiquement la consommation calorique des gens. Les coopérateurs ne sont plus rémunérés qu'en nature si le travail presté, les normes de qualité et l'usage du matériel sont jugés satisfaisants. Les maisons individuelles sont déclarées insalubres, des blocs doivent être construits pour être l'habitat des paysans, les villages de moins de 500 habitants doivent disparaître. En 1989 le plan est subitement interrompu. La CAP de Maureni devient l'association Agrozom avant de disparaître avec la restitution des propriétés et son lot de conflits.



Un des trois blocs érigés à Maureni, situé à proximité de la *gospodarie* des Badita. Il est notamment habité par Angela.

Maureni, juillet 06

⁸⁷ Instituée en 1972, la systématisation est inspirée des textes d'Engels et vise à réduire les différences entre ville et campagne afin que tous puissent vivre dans une « société socialiste multilatéralement développée » selon les termes de l'époque de Ceausescu. À cette fin, de nombreux villages sont détruits et la population déplacée vers les villes. Le programme de systématisation de 1988 prévoyait la destruction de 7 000 villages sur 13 000 : 5 le seront effectivement. Le palais du peuple de Bucarest est un symbole de la systématisation. N. Ceausescu profita du tremblement de terre qui ravagea la capitale roumaine en 1977 pour imposer son projet de « réaménagement » de la cité et la construction de cet édifice monumental.



Extrait du *Buletinul oficial al Republicii socialiste România*, du lundi 2 août 1976 qui, en 2002, servait de papier toilette à la famille Tene. Le décret présidentiel énonce le poids requis pour les animaux avant l'abattage.

Bien que la population soit éduquée en vue de correspondre à « l'homme nouveau socialiste », les paysans coopérateurs ne sont pas coupés totalement de leurs usages traditionnels. Certaines activités ancestrales survivent dans l'ombre. Des pratiques combinatoires informelles naissent entre les différents niveaux de production: prélèvements (vols⁸⁸ et échanges informels de services entre les salariés) dans les fermes d'Etat et les coopératives complétés avec les coupons, les échanges officiels des réseaux de voisinage et les produits de la cour ou du jardin. À travers ces parcelles, un lien à la *gospodarie* est maintenu. Bien que sa forme et son sens changent, l'exploitation privée de la terre persiste. D'autre part, de multiples liens informels se sont tissés entre ruraux et citadins pour faire face

⁸⁸ Le vol fut toléré en partie car, rendant tout homme vulnérable, il fut instrumentalisé par le régime.

à la pénurie alimentaire des villes, à la pauvreté et à l'obsolescence des équipements des villages. Les échanges, le troc et le travail familial de la terre des parents ont ainsi donné naissance à une *maisonie mixte diffuse* (Mihailescu, 1995), dont la « *structure transversale* » fonctionnant à travers villes et villages roumains répond à une nécessité de subsistance et à une logique d'économie secondaire au temps du communisme.

Par ailleurs, dès les années 60, des produits manufacturés et une certaine société de consommation étiquetés socialistes transforment les pratiques quotidiennes. Les tissus et vêtements confectionnés à demeure, l'usage prolongé de la vaisselle en terre cuite et des couverts en bois, la production de ses propres aliments imprimaient une certaine austérité à la vie villageoise que les rites orthodoxes rythmaient et égayaient. La multiplication et la promotion de la consommation de masse remplacent ainsi peu à peu la terre comme principe de distinction sociale et comme critère de valeur dans la compétition pour le statut⁸⁹. De même le mode de vie villageois et ses valeurs connaissent un essor grâce à l'arrivée des nouveaux biens que sont les voitures ou les réfrigérateurs. L'intégration dans l'économie socialiste par le travail était la seule voie d'accès aux nouvelles marchandises et au nouveau monde de confort matériel. *À travers la consommation, la signification du « travail pour soi » évolua de « travail sur ses propres terres » à un travail au sein des structures de l'économie socialiste. Le travail industriel en vient à incarner la forme la plus élevée du « travail pour soi » et à constituer le nouveau but et la fierté des maisonnées villageoises* (Stan, 2005, p. 51). Les villageois construisent de nouvelles maisons ou restaurent, aménagent les anciennes pour créer des résidences plus imposantes. Des fournitures coûteuses ornent au moins la pièce d'apparat où les invités sont reçus. Les gens achètent des TV, des radios, des réfrigérateurs, des cuisinières au gaz, des machines à laver, des manteaux de cuir, des chapeaux de fourrure et de nouvelles montres. Ce matériel souvent devenu désuet est aujourd'hui recyclé en pot de fleurs ou coffre à bois, ... et remplacé par des produits occidentaux ou asiatiques souvent achetés en seconde main ou à crédit. Les gens investissent également dans les rites de passage : les mariages, les baptêmes dont on retrouve trace aujourd'hui à Maureni.

En juillet 2006, j'ai été invitée au mariage du frère de Bibiana. Des dires de l'assemblée réunie à cette occasion, ce mariage était « traditionnel ». Dans la pièce principale du foyer culturel, des tables sont dressées le long des murs au rez-de-chaussée et dans la mezzanine. Des torsades rouges et blanches partent du centre du plafond pour rejoindre les murs latéraux et former un chapiteau de papier crépon. Il y a près de 250 places assises. Des personnes ayant répondu positivement à l'invitation, à peine la moitié se déplacera. *Certains n'ont pas pu venir*, m'explique Bianca, *car ils n'avaient pas de quoi*. En effet, après la jarretière de la mariée et avoir mangé la pièce montée, un homme se lève et prend le micro. *Nasul*, le parrain, assis sur la gauche à la table des mariés qui président,

⁸⁹ J. Cuisenier parle du mouvement d'individualisation des campagnes (1994, p 207). Voir aussi S. Stan, 2005, pp. 49 – 53.

offre 500 euros, annonce-t-il. Sur ce, les participants s'agitent. Mon voisin fouille la poche intérieure de son veston. Titi prépare une enveloppe blanche. La salle chuchote. L'homme au micro annonce le montant offert par la marraine et puis se dirige vers notre table. Il saisit une liasse et crie : *la famille Balceanu, 1 500 000 lei*⁹⁰. Il avance et se rapproche de nous. Mes voisins commentent les sommes annoncées : trop hautes, basses, ... Titi tend son enveloppe : *La famille Oresanu, 2 500 000 lei*. Nos voisins opinent du chef. Une sorte d'alignement s'organise peu à peu entre les collègues, les membres de la famille, ... Selon le lien de parenté ou le statut, on prend en exemple la somme offerte par un pair. L'argent accumulé est enfoui dans un sac plastique que le « banquier » remet à la mariée. Il servira à meubler la maison et à rembourser les frais de la fête. Avant de partir, nous saluons les jeunes époux en leur souhaitant : *casa de piatra*, une maison de pierre. L'endettement pour organiser cet événement est colossal. Même si les mets sont préparés des jours durant à la maison, on mange, boit et danse toute la nuit. Les plats se succèdent : apéritifs (petites boulettes de viande, poivron, fromage, saucisson, tomate, salade d'aubergine), soupe, chou farci, poulet rôti avec sa purée et sa salade de chou, pâtisseries et gâteau. Sur les tables, sont régulièrement remplacées des bouteilles de vin rouge et blanc, de *tuica*, de bière *Timisoreana*, d'eau, de cola. Sans parler des frais de décoration et du salaire de l'orchestre.

K. Verdery (1983) souligne que ce n'est pas seulement l'importance du banquet et du nombre d'invités qui pousse les villageois à investir dans cette organisation festive, mais aussi les dons collectés. *Avant on donnait un poulet, un pain fantaisie, de la saucisse et maintenant du cash* me précise Emilia⁹¹. D'autres dépenses sont également importantes durant le communisme et participent de la même volonté d'afficher sa dignité et son prestige. Elles concernent l'éducation : les études supérieures sont coûteuses. Les parents souhaitent aider leurs enfants à obtenir un diplôme en vue d'une carrière, mais il y a également une part de démonstration. La corruption engloutit aussi les revenus des ménages. Il existe notamment une petite corruption sous forme de don pour fermer les yeux, améliorer le quotidien, se procurer le matériel adéquat, faciliter la réussite des enfants. Les tractoristes reçoivent un peu d'argent pour labourer les lopins personnels des membres de la CAP, les chefs sont payés pour fermer les yeux sur les détournements de biens et services, les enseignants sont financés pour faire avancer les enfants. Cette

⁹⁰ Près de 50 euros à l'époque.

⁹¹ Emilia, économiste pensionnée, 70 ans, Maureni, 07/06.

K. Verdery décrit, dans son ouvrage consacré au village de Bintinti (judet Hunedoara), un banquet de mariage. Les étapes principales structurant le rite sont presque identiques à la situation vécue à Maureni en 2006. Outre une partie de la musique et les tenues vestimentaires mises au goût du jour, les étapes de la journée et la composition du repas sont similaires. Ceci donnerait un sens à l'adjectif « traditionnel » qualifiant le mariage organisé pour les participants présents : cela relève du passé, ici communiste par comparaison littéraire mais également plus ancien comme le précise l'ethnologue américaine. La tradition peut aussi remonter à l'époque pré-socialiste ainsi que le précise Emilia en faisant référence et en soulignant la différence de nature des cadeaux faits mais l'équivalence de leur importance dans les contextes respectifs. J'y reviendrai ultérieurement.

pratique est considérée comme une preuve de la corruption et de la décadence des bureaucrates héritées de la période turque selon les communistes. Elle est aussi assignée à l'échec du socialisme et perçue comme un type d'investissement au même titre que les maisons et meubles (Zerilli, 1998).

Au temps de Ceausescu, j'ai fait la maison où demeure Georges, elle était assez grande, bonne et confortable, pour ce que nous pouvions avoir à l'époque je veux dire: grès et faïence. Pour le grès et la faïence, cela ne se trouvait pas, alors on allait à Cluj. Il y a 500 km jusque là. Là-bas, nous avions une connaissance qui travaillait dans la céramique. Nous y allions avec des morceaux de viande que nous ramenions de l'abattoir parce qu'on ne trouvait nulle part de viande à ce moment. On ne pouvait pas couper de viande ailleurs et l'on y égorgeait les porcs. Autre chose que tu ne trouvais pas car il n'y'en avait nulle part⁹². Quand lui (son époux) travaillait à l'abattoir, il volait. Notre vie était comme ça tu sais. Il les volait, nous mettions tout dans le congélateur, nous les extirpions, les mettions dans la voiture et direction Cluj. Nous y sommes allés avec la viande, avec de tout, là-bas, et nous avons acheté les faïences pour la salle de bain, là-bas où nous demeurions. Nous nous sommes battus pour les grès et j'ai fait quelque chose. Mais beaucoup de personne n'avaient pas de salle de bain ou d'eau dans la cuisine. Beaucoup de monde n'avait pas ça. La majorité, 99%. Nous avons essayé et nous évoluons peu à peu⁹³.

Si pour maintenir le bien-être et l'autonomie de sa *gospodarie*, le villageois détourne le système, le système profite également du mythe de la vie rurale. La « légende dorée » de la ruralité roumaine devient peu à peu « légende noire » au lendemain de la seconde guerre mondiale. La nouvelle doctrine internationaliste se base sur le mythe du prolétaire international qui remplace la fable du monde rural. Les paysans se voient brusquement écartés du panthéon du monde politique et idéologique et leur mode de vie traditionnel est détruit par le biais de la collectivisation et de l'homogénéisation. Cependant, l'irruption de la modernité socialiste dont le tracteur devient le symbole, mais s'effectuant sans engrais ni moyen technique efficace, n'est pas sans ambivalence. Pour élever le village au niveau de la ville, Ceausescu met en place au début des années 70 son plan de systématisation. Le *Conducator* déclarait en 1970 : ... *La modernisation de l'agriculture conduira à l'élévation du niveau de civilisation des villages, accélérera le processus de disparition graduelle des différences entre la ville et la campagne. Sur cette base seront cimentées encore davantage la coopération et l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie – fondement inébranlable de notre régime socialiste. Nous franchirons ainsi une autre étape importante sur le chemin vers le communisme !...*⁹⁴. En même temps, pour asseoir son pouvoir dynastique, le génie des Carpates colore le communisme roumain de nationalisme. Il se présente comme le continuateur et le défenseur

⁹² Les pieds de porcs, pratiquement la seule partie du cochon à laquelle les Roumains avaient accès, étant les seuls morceaux qui n'étaient pas exportés, sont surnommés « les patriotes ». Une blague circule également à l'époque : un enfant va sonner chez son voisin et lui demande de lui prêter l'os à soupe. Sur les marchés, seuls les os furent disponibles à un moment.

⁹³ Maria, pensionnée et migrante saisonnière, 56 ans, Gataia, 04/07.

⁹⁴ Extrait du discours prononcé au Plénum du Comité central du Parti communiste roumain des 17-19 mars 1970 tiré de HAMELET M-P., *Nicolae Ceausescu avec ses textes essentiels*, Paris, Seghers, 1971, p. 101.

des traditions nationales. Le folklore et « l'authenticité » deviennent l'outil des démonstrations du pouvoir et le véhicule de l'idéologie (Karnouh, 1990). Le village est affirmé comme unificateur du pays et différenciateur de l'extérieur afin de témoigner d'un modèle national ethniquement homogène. Le discours de l'idéologie communiste roumaine insiste sur les valeurs communautaires : le partage d'un folklore et des terres collectivisées, l'uniformité prétendue d'un mode de vie alors que le régime lutte contre ses disparités tout au long de ce demi-siècle. Cette unité est spécifique et opposable à l'extérieur. L'activité agricole est dissociée de son contexte sociologique et culturel, la culture paysanne « réactionnaire et obscurantiste » doit laisser place à la civilisation urbaine et industrielle supérieure. La nationalisation et la collectivisation altèrent la représentation même de la terre. Les travailleurs agricoles des grands complexes collectifs ne s'y sentent plus liés de la même manière que leurs parents et ancêtres. Malgré tout, la fable de la ruralité persiste. Des manifestations populaires sont organisées, des objets artisanaux uniformes sont produits massivement, des disques, des ouvrages, des albums photos illustrent le « paradis » villageois. Naît donc un premier paradoxe : les paysans doivent disparaître pour devenir conformes au modèle de société socialiste mais, parallèlement, c'est l'image mythifiée d'une paysannerie éternelle et heureuse que mobilise l'état pour se légitimer.



Couverture et illustration tirées de la revue *la Roumanie aujourd'hui*, 1967

Le *Danube de la pensée*⁹⁵ recourt également au discours de la continuité identitaire non plus tournée vers Rome, mais un fond spécifiquement dace. L'autonomie est proclamée en usant des arguments déjà manipulés lors de revendications nationalistes face aux Magyares au XIX^{ème} siècle. V. Mihailescu (2001) parle de *constructivisme messianique*. Le pouvoir use d'une identité paysanne posée comme traditionnelle. Elle est « patrimonialisée », « muséifiée » et donc épurée pour devenir « authentique » (dans le sens recherché de l'authenticité) pour correspondre au projet de la constitution de « l'homme nouveau ». Le protochronisme revient en force. La culture roumaine doit

⁹⁵ Il s'agit là d'un des nombreux titres officiels autoproclamés du dictateur Nicolae Ceausescu au même titre que « Génie des Carpates ».

cesser d'envier et de vouloir imiter les modèles empruntés ailleurs, qu'il s'agisse de Moscou ou de Paris. Elle doit découvrir en son sein des modèles primordiaux innovants voire supérieurs. Une mémoire est forgée et inculquée. La culture de haute extraction, ancienne et originale doit être capable de se passer de tout modèle, de toute domination et de se forger ses propres bases. La haine de tout héritage et la volonté de faire *tabula rasa* de toute influence extérieure doit permettre de repartir de zéro, de créer « l'homme neuf soviétique ». Ceci engendre une destruction des traditions et leur remplacement par un nouvel univers de référence et un nouveau folklore. Toutefois, le ruralisme et la haine de l'Occident poussent Ceausescu à imiter les anciens modèles. Pour résister, certains se lancent dans *une quête renouvelée de l'authenticité de l'esprit roumain* antérieure au communisme pervertissant (Mihailescu, 2001). Cependant cette résistance fut instrumentalisée par le pouvoir contrairement aux buts premiers des protagonistes. « L'homme nouveau » instrumentalise l'authenticité développée pour souligner la « paysanneté » et affaiblir le prolétaire. Il récupère à son compte le discours de ses opposants. Un second paradoxe apparaît. Comme l'écrit V. Mihailescu (1990), la grande perversion n'est dès lors pas de collaborer mais bien de résister, *modalité bien plus subtile de ne pas penser librement*.

Malgré l'encadrement du régime totalitaire, la *gospodarie* survit et devient un pivot de l'organisation sociale durant le communisme. Elle symbolise silencieusement l'alternative possible, la résistance à l'entreprise étatique, l'autonomie. Si la hiérarchie sociale met en valeur les ouvriers disposant d'un emploi et travaillant donc pour l'état, le collectif, autrui, certaines activités ancestrales survivent dans l'ombre de la politique d'industrialisation. La redéfinition communiste de la grande exploitation et du lopin a finalement favorisé la recomposition des liens sociaux entre les acteurs. Malgré les efforts de l'Etat pour intégrer les paysans au marché national en brisant l'ancien système d'autosubsistance familiale au fondement du système traditionnel, celui-ci traverse la glaciation et émerge de nouveau depuis 1989. La ruralité n'est donc pas brisée. Le mode de vie *gospodar* n'est pas dissout mais profondément transformé.

3.2 De l'obste à la mixité: essai de construction d'un modèle historique de la *gospodarie*

L'histoire de Maureni entrelacée à l'histoire des mouvements et revendications socio-économiques des Roumains place le paysan au centre des débats. À la fois personnage et acteur, ses contours imaginaires et son quotidien ne se recouvrent pas nécessairement. Dans ce contexte, qu'en est-il de la *gospodarie* où s'écoule la vie paysanne ? Quelles sont ses origines ? Comment a-t-elle évolué au fil du temps ? Pour cerner son parcours remontant, selon le modèle stahlien à l'obste *devalmase* (assemblée égalitaire), une comparaison avec les foyers slaves du sud (*zadruga*) et russes (*mir*) est éclairante.

3.2.1 Obste Devalmase ?

À l'origine, selon H. H. Stahl, l'organisation villageoise roumaine est communautaire. Au-delà des *gospodarii*, le village lui-même forme une unité de référence, une communauté. La maisnie est fille de la dissolution de l'*obste devalmase* en *cete* (clan) ou *neam* (lignage) lui-même transformé (Stahl, 1959, vol.1, p. 55 ; Mihailescu, 2000). H. H. Stahl (1969, p. 18) admet en toile de fond l'existence d'une masse de villages communautaires en Roumanie. Si la propriété paysanne est née du déclin des institutions seigneuriales en Europe de l'Ouest, le deuxième servage change la donne à l'Est. Ce renouveau des formes féodales ne résulte pas des guerres paysannes mais de la pénétration du capitalisme. Ce phénomène aurait donc eu des conséquences différentes et même contradictoires entre Est et Ouest européens. Selon H.H. Stahl (1969, pp. 13-25), considérer les conditions locales et historiques de cette pénétration capitaliste est indispensable pour comprendre ce fait. Le chercheur roumain considère que le sous-développement du pays, à l'image de ce qui s'est passé et a été préalablement analysé pour l'Allemagne, est une des causes du deuxième servage. Cette situation favorisa le maintien de *la classe des nobles, dans les limites d'un régime d'économie de subsistance* (Stahl, 1969, p. 15). Lorsque l'Occident eut besoin de céréales pour alimenter les populations urbaines, un appel fut lancé aux régions orientales pour combler ce manque⁹⁶. Afin de faire face à cette demande conséquente, les landlords firent main basse sur les tenures paysannes pour constituer de vastes domaines exploitables selon des techniques de production renouvelées plus performantes. Pour ce travail, disposer de main d'œuvre fut nécessaire : les paysans furent donc attachés à la glèbe. Ceci limita notamment le développement de la classe bourgeoise. Ce servage ne fut pas la répétition d'une condition ancienne. *Rappelons que ce « deuxième » servage n'est rien d'autre qu'un servage « attardé », « deuxième » dans l'ordre chronologique européen et non pas apparaissant à nouveau, une deuxième fois, après avoir temporairement disparu* (Stahl, 1969, p. 249). Ce fut plutôt une « rechute ». *Les influences du marché mondial capitaliste qui avaient déclenché le « nouveau servage » imposaient des lois nouvelles au développement social local* (Stahl, 1969, p. 15). Parmi ces changements, on note : l'augmentation des quantités à produire imposant un changement de technique d'exploitation ; la consommation marchande et non plus vivrière des produits. Ces éléments font écho à des propos tenus actuellement au cœur de Maureni par les villageois. *Tandis qu'en Orient (à la différence de l'Occident) les paysans, organisés en libres communautés villageoises, ne tombèrent que tardivement en servage, au profit d'une classe de nobles récemment issus de « chefferies » locales, ou bien conquérant de régions qu'ils colonisent à l'occidentale. Les féodaux d'Orient commencent à exploiter non pas des esclaves ou des colons, mais des villages communautaires libres, par voie purement fiscale et ne finissent que très tard par avoir des droits de propriété et de finage des villages et sur la personne de leurs habitants* (Stahl, 1969, p. 19).

⁹⁶ Succinctement : la culture des céréales à l'Ouest laissa place à une industrialisation qui, à l'exemple de la Grande-Bretagne, favorisa, pour le travail du lin, une reconversion des paysans moins nombreux vers l'élevage de moutons.

Cependant le modèle des communautés paysannes libres est particulier. En effet, H. H. Stahl fonde son étude sur le recueil de récits oraux de son époque en Vrancea⁹⁷. Cette construction scientifique se base également sur un dépouillement d'archives et les traces matérielles de la région de son enquête. Ce modèle hypothétique s'inscrit donc dans l'histoire régionale particulière du Vieux Royaume. Le contexte historique est différent en Transylvanie. L'archétype du village composé de paysans roumains libres ne correspond pas aux configurations banataises marquées par l'asservissement d'une paysannerie roumaine discriminée ainsi que je l'ai exposé au point précédent. Cependant, V. Mihailescu (2002-2003 ; 2008) propose également de se fonder sur ce modèle de *l'obste devalmase* pour appréhender la *gospodarie*. Il enrichit son étude d'une perspective comparative. Inspiré des pistes lancées par H.H. Stahl, son modèle repose sur la considération de la parenté de la maisnie avec les foyers russes (*mir*) et slaves du sud (*zadruga*) révélant des divergences et des points communs dans l'organisation de l'espace domestique et son exploitation. Cet essai de construction d'un modèle de la *gospodarie* repose particulièrement sur les travaux de ces deux auteurs. La remontée aux origines de la *gospodarie* éclaire le poids normatif et l'idéal dont est dotée cette structure au cœur du village. Cependant, Maurenî, fondé à la fin du XVIIIème siècle est une colonie allemande. Bien que sous domination hongroise puis autrichienne, ce village ne connaît pas exactement le même développement que les communautés roumaines étudiées par H. H. Stahl. L'histoire locale veut que (selon les témoignages et l'historique dressé à la mairie), les premiers Roumains se soient installés dans la colonie souabe vers 1925. Avant la première guerre mondiale, il semble que la population ait été essentiellement germanophone tandis qu'une communauté roumaine, dont les traces ont disparu, aurait existé hors de Maurenî, *un peu plus loin* à en croire Sebi et le maire du village. Si le village étudié ne s'enracine pas stricto sensu dans *l'obste*, l'origine multiple de ses actuels habitants et le poids des usages idéologiques ayant mobilisé la figure du paysan afin d'en faire un symbole identitaire national donne à la *gospodarie* et à son *gospodar* des références en étroite relation avec cette perspective historique à considérer.

La communauté villageoise est surtout un mode d'exploitation économique, en commun, d'un finage collectif, au moyen de techniques pastorales et agricoles très rudimentaires, réglées par un système de relations sociales directement dérivées d'anciennes organisations tribales, dont les traces se maintiennent justement à cause du degré peu développé des processus de production (Stahl, 1969, p. 50). La communauté villageoise se définit par son réseau de relations sociales et une exploitation commune des terres engendrant une économie particulière. Les techniques agricoles et l'élevage restant relativement primaire jusqu'au XIXème siècle (outillage manuel, traction animale, agriculture itinérante et absence d'assolement triennal) favorisent ce mode d'exploitation. Les décisions sont communautaires, prises par tous les groupes domestiques du village

⁹⁷ Vrancea : département de la Roumanie situé en Moldavie. H. H. Stahl a principalement travaillé dans le village de Nerej dont il a écrit, en 1939, une monographie de langue française en 3 volumes.

réunis en assemblée. Cette communauté demeure tant que des contacts directs ne sont pas établis avec une économie capitaliste. Jusqu'à vers 1850, poursuit H. H. Stahl, l'Etat n'avait à faire, en matière pénale et fiscale qu'à la collectivité du village et non aux paysans pris individuellement. Cette assemblée (*obste*) était l'organe décisionnaire du village. Elle se composait de tous les chefs de famille du village, c'est-à-dire des hommes adultes et mariés. Ensemble, ils réglaient, outre ces questions de fiscalité et de pénalité, les initiatives privées sur le bien commun : eau, forêt, prairies, terres de labour, ... Ce patrimoine partagé assurait la subsistance du groupe qui en usait⁹⁸. Les paysans fabriquaient leurs outils, bâtissaient leurs maisons, tissaient leurs habits, employaient le bois, les peaux et les plantes fournis par la nature. Ils troquaient avec d'autres villages. Ces formes communautaires archaïques se désagrègent progressivement en raison notamment de la pression démographique et des changements économiques dus à l'importance croissante des marchés. L'influence des idées libérales se fit sentir en Transylvanie dès 1830 par un ensemble de réformes économiques et sociales et un mouvement de démocratisation de la vie publique. Les Hongrois visent le développement d'un libéralisme de caractère national et réclament leur autonomie. Ils s'opposent aux Roumains et Saxons qui visent, quant à eux, un mode plus communautaire tout en recherchant également plus de reconnaissance⁹⁹.

En ce qui concerne les communautés libres, l'assemblée se transforme en administration des biens communs. Ces derniers devenant des marchandises, les inégalités entre membres s'accroissent. L'indivision égalitaire (*devalmasa*) s'efface : chaque membre reçoit une surface égale de terre, de bois et une quote-part égale de revenus communs. Lors du partage, les bénéficiaires admis par la communauté sont désignés en fonction de leur « indigénat ». *Détenir donc un lot de terre au sein d'un quartier constitue la preuve que le village vous reconnaît la qualité de membre de la collectivité* (Stahl, 1969, p. 79). La communauté (*obste*) comme lieu de référence, unité de décision laisse place à la parenté (*neam*). V. Mihailescu rappelle que ces « lignages » sont des fictions juridiques, des manières coutumières de régler les droits de propriété et d'héritage au sein de la communauté villageoise plutôt qu'une mémoire généalogique (2002-2003, p. 13). La parenté « inventée » prend le dessus sur la collectivité définie selon l'appartenance territoriale villageoise fondant la communauté de bien et de travail. Sans aboutir à une élimination des réseaux d'entraide au sein du village, le processus d'effritement de la communauté se poursuit : la *gospodarie* devient l'unité principale. Le XIX^e siècle est, selon V. Mihailescu (1991, p. 79) un *processus d'effilochage des obste* (qui) *n'a entraîné nullement l'éclatement de la société paysanne, au sens d'une individualisation proprement dite, mais a abouti plutôt à ce que des « unités sociales » de rang inférieur – des cete de neam (groupes de la même lignée) jusqu'à l'unité « élémentaire » de la maisnie – assument certaines fonctions communautaires.*

⁹⁸ La situation de la paysannerie roumaine de Transylvanie sous le joug autrichien était différente ainsi que le point précédent l'explique.

⁹⁹ K. Verdery (1983, pp. 181-229) rappelle avec humour l'absurdité et l'ironie de la situation transylvaine lors du printemps des peuples. Si Hongrois et Roumains cherchent à s'émanciper de Vienne, ils s'opposent quant à la question du servage.

3.2.2 Comparaison avec la *zadruga* dans les régions slaves du sud :

L'évolution de *l'obste* rapproche la *gospodarie* de la *zadruga* : elle demeure communautaire du point de vue familial et pas selon une appartenance territoriale villageoise. Les membres qui la composent vivent sous un même toit et partagent les efforts de production tout autant que la consommation des biens rassemblés par eux. L'asservissement des communautés libres roumaines par les boyards est commun à la *zadruga*. Profitant de l'indivision des terres, les seigneurs locaux se sont « emparés » de ces institutions qui fonctionnaient. Les villages généalogiques ont, pour échapper à l'asservissement, distribuer les terres. Cette « résistance » se marque dans le paysage par l'apparition de lopins. À la différence des foyers slaves du sud, la division des terres et l'instauration de la propriété privée n'engendrent pas une disparition des foyers mais bien de *l'obste*. La *zadruga* entendue comme communauté familiale élargie par contre s'effiloche. Pourtant, selon P.H. Stahl (1975, p. 261), la *zadruga* se maintient au fil du temps. Il serait donc, selon l'auteur, possible de l'étudier « vivante ». Ceci atteste d'une transformation de la *zadruga* plus que d'une disparition : le groupement familial est modifié.

Une comparaison avec la *zadruga* permet d'entrevoir le mode de fonctionnement de l'héritage au sein des foyers et son évolution au fil du temps. La législation sur la transmission de l'héritage a, en Croatie, modifié la transmission au cœur de la *zadruga*. Avant 1870, la transmission des biens s'y faisait exclusivement aux fils tandis que les différents membres du foyer se répartissaient la propriété des terres. Les biens produits, l'immobilier et les outils appartenaient auparavant à la famille élargie. Les objets personnels tels les vêtements, les bijoux constituaient la seule propriété privée. Les fils recevant l'héritage, les filles, par dot, un an après leur mariage, recevaient du bétail. L'instauration de la loi modifie cette répartition et le fonctionnement de la *zadruga*. Les sœurs deviennent également légataires et les gendre (leurs époux) peuvent réclamer un dû à leur belle-famille. Il en résulte une subdivision de la propriété du foyer qui, lui-même, se concentra : de la famille élargie, la *zadruga* devint une famille nucléaire. La Bulgarie connut le même changement dès 1889 (Chirot in Byrnes, 1976, pp. 139-161).

Ce processus de reformulation du foyer croate ou bulgare éclaire les changements que connut la *gospodarie*. Les terres étaient communautaires dans *l'obste* tandis que le travail (outre l'entretien des chemins, l'érection d'une maison, d'un pont ou d'un puits et le *claca*¹⁰⁰) et la consommation de la production se réglaient au niveau des unités domestiques la composant. Les liens matrimoniaux étaient

¹⁰⁰ Forme traditionnelle de travail collectif gratuit en Roumanie au profit d'une personne ne participant pas à la tâche. Voir Blaga I. (1978). Pour K. Hitchins (1994, p. 8), le *claca* est une forme de corvée, de travail obligatoire de labour sur les terres du seigneur qui disparu en 1864 lorsque la servage fut aboli. Selon H.H. Stahl (1939, Vol.1, p. 16), les *clacasi* désignent les serfs distingués des *razesi*, les paysans libres.

établis selon des règles privilégiant la monogamie dans les villages libres roumains de l'hypothèse stahlienne (1969, pp. 51-59). Dans ces pages, l'ethnologue indique que lors du mariage d'un fils, les parents le pourvoient d'une dot. La terre est divisée en autant de lots égaux qu'un père a de fils. Il conserve une zone transversale pour lui qui sera héritée et non cédée en dot. Selon la terminologie roumaine, un groupe « marche sur un certain nombre de ses ancêtres ». Un fils (le cadet) hérite également de la maison paternelle pour peu qu'il prenne soin de ses parents. Pour leur part, les filles n'ont pas accès à la terre : leur dot est constituée sur base de *ce que l'on peut emporter en charrette*. Les filles s'installent donc sur les terres des ancêtres de leurs maris. À défaut de fils, une fille peut hériter des terres. L'époux prendra le nom de sa femme. Sans enfant, une adoption peut être envisagée par un couple. Chaque maisnie abrite donc une famille nucléaire. Parfois les parents du mari s'ajoutent. Par le mariage, les filles créent des liens entre les *gospodarii* illustrant ainsi la théorie lévi-straussienne de l'échange des femmes fondateur d'alliances et développé dans *Les structures élémentaires de la parenté* (1967). Il n'est donc pas rare que les *gospodarii* d'un même village soient ainsi liées les unes aux autres et s'entraident en dépit de la disparition ou de la non existence préalable de *l'obste* qui se voyait renforcée par ce lien familial venant s'ajouter au lien territorial premier. Ces liens sont également consolidés par le parrainage et le voisinage. On les retrouvent encore actuellement au cœur des *gospodarii* de Maurenii. Ils participent à la transformation des foyers.

À la différence des foyers slaves du sud, la communauté roumaine (*obste devalmase* mais aussi après le glissement vers le lignage) formée par l'ensemble des foyers se charge de certaines tâches. Par ailleurs, l'ancrage communautaire roumain est territorial. Si dans la *zadruga* comme dans la *gospodarie* la structure est familiale, la composition est différente¹⁰¹. La *zadruga* première se compose de la famille élargie réunissant les foyers nucléaires qui la composent. Cette famille endogame peut, à l'occasion, « adopter » un membre extérieur pour « ajuster » le nombre de ses membres aptes au travail par exemple. Ces liens sont alors souvent consacrés par un mariage (Sicardin in Byrnes, 1976). Les terres indivises appartiennent à la *zadruga* c'est-à-dire à la famille élargie. Dans *l'obste*, la terre est également communautaire, mais cette communauté n'est pas établie en fonction d'une appartenance familiale mais bien territoriale. Le village rassemble différents foyers composés de familles nucléaires vivant chacune dans leur *gospodarie*. L'unité est le village et pas la famille éventuellement élargie. Les terres indivises appartiennent à *l'obste* et sont travaillées en *gospodarie*. De part et d'autre, le travail est réparti entre les membres du foyer. Cette division des tâches s'organise selon le genre mais aussi l'âge des membres ou encore la spécialité de chacun. Dans la *zadruga*, certains villageois spécialisés dans une production particulière sont des ressources extérieures complémentaires. Ces pratiques évoluant avec la prolétarianisation des paysans, les *zadruga* se dissolvent (Stahl, 1975, p. 264). Ponctuellement, côté

¹⁰¹ Selon P. Mosely (in Byrnes, 1976, pp. 19-30), ces formes familiales sont multiples au sein de la *zadruga*.

roumain, une aide extérieure (un journalier embauché ou une solidarité entre voisins¹⁰²) peut compléter ou soulager les habitants de ces unités domestiques. La *gospodarie* émerge en Roumanie comme unité de référence en lieu et place du village avant de devenir *mixte diffuse* durant le communisme. Des liens sont tissés entre les unités domestiques différentes composant une famille « éclatée » entre ville et village complétant ensemble leurs revenus et forces de travail. Différents foyers deviennent complémentaires et forment la *maisie mixte diffuse* analysée par V. Mihailescu et V. Nicolau (1995). Les terres communautaires au niveau du village passent dans les mains du lignage avant de devenir propriété de la *gospodarie* puis de l'état par les IAS ou CAP avant de retourner, après 89, dans l'escarcelle privative des foyers ou des entreprises capitalistes.

3.2.3 Comparaison avec le mir russe :

La Russie connut elle aussi le servage des campagnes sous la coupe de boyards et autres magnats durant l'Empire. Cependant, une institution originale, la commune (*mir*) liée à l'affranchissement des serfs, caractérise les zones rurales russes (Péchoux, 1965, pp. 367-398). En 1862, J. H. Schnitzler écrit : (...) *on remarque, par exemple, qu'en Russie, pour diverses raisons, l'individualité est encore peu développée dans les classes inférieures ; que la propriété en partie restée communale et indivise, n'est constituée à l'instar de la plupart des autres pays ...* (cité par Pechoux, 1965, p. 372). D'autres tel A. von Haxthausen (1853, t. III, p. 437) voient dans cette forme communautaire un argument attestant des habitudes socialistes slaves, d'un socialisme naturel de ces populations. Il n'est pas rare, dans les études consacrées, au XIX^{ème} siècle, à l'Empire russe, que les auteurs occidentaux qualifient de retard, archaïsme et vice une organisation sociale rurale tout en distinguant une Grande et une Petite Russie : la première faisant place à l'individualisme, la seconde à la communauté. Ce type de dichotomie n'est pas sans rappeler la vision actuelle d'un Roumanie divisée en deux espaces (la ville moderne et le village archaïque) qui peuple les représentations identitaires que construisent, de cet espace, les Occidentaux comme les Roumains. La comparaison avec les propos tenus sur l'organisation communale rurale russe confirme non seulement un enracinement historique profond de ces perceptions des campagnes mais atteste également du partage de ce trait par une « ère culturelle » orientale, slave ou balkanique étendue depuis l'Europe centrale jusqu'à la Russie. Cependant le *mir* slave nous apprend également d'autres éléments pertinents à la compréhension des spécificités locales roumaines ou culturelles balkaniques de la *gospodarie* et de son origine hypothétique, l'*obste*.

Selon un schéma général, dans les villages russes, l'ordre des maisons est rigoureux. Il correspond aux structures communautaires. Ce régime communal n'est pas universel en Russie

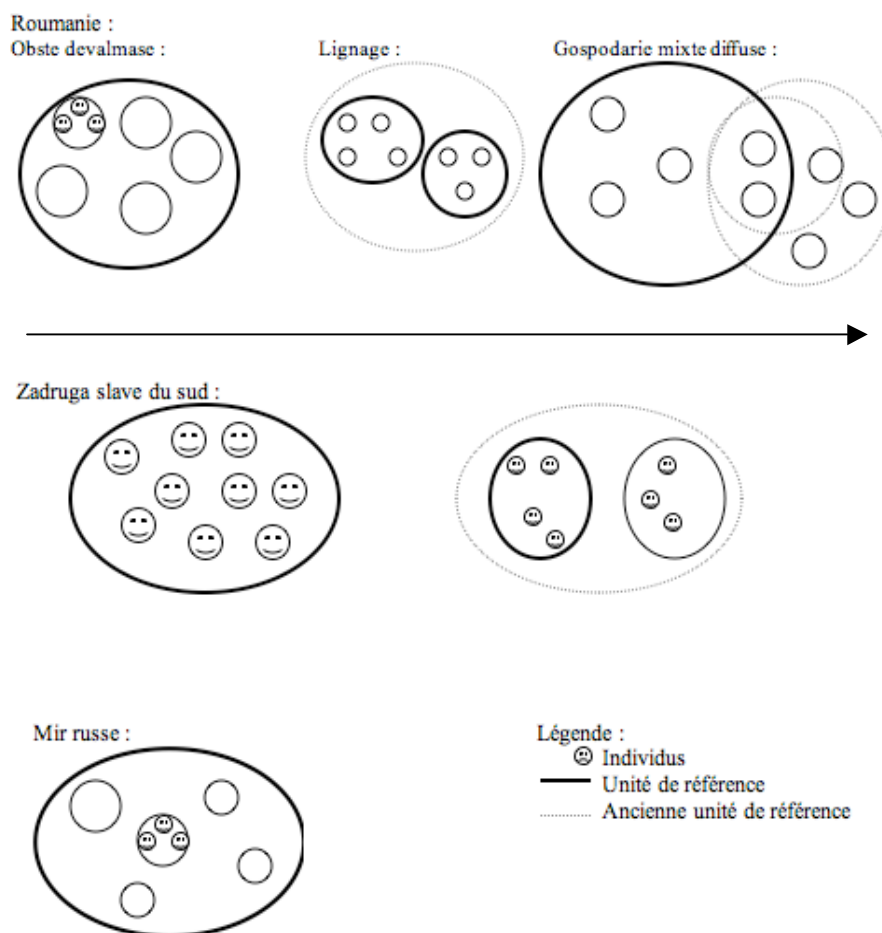
¹⁰² À Maureni, il n'y a pas trace d'institution du voisinage telle qu'étudiée par A. Schiltz en Transylvanie (2009). L'entraide est informelle et par « voisin », les Maurenienî entendent celui qui possède une maison à côté de chez eux ou dans le même quartier qu'il soit présent au village ou en migration et quelle que soit la forme de cette migration.

tsariste. Il peut cependant, selon P. Pechoux (1965, p. 376), être tenu pour *caractéristique des provinces russes*. Le *mir* est telle une famille agrandie ayant à sa tête un aïeul commun (*selo*) à l'instar de l'ancêtre putatif des villages libres roumains. Il « préside » l'assemblée du village. Le *mir* est une communauté de biens, il est solidairement responsable des charges ou redevances dont ses membres sont astreints. En son sein, les terres sont indivises et annuellement distribuées par cette institution. Selon L. Tengoborski, cette répartition s'effectuait en fonction de la composition des ménages, de leurs besoins et des bras disponibles pour mettre le terrain en culture¹⁰³. Les familles ne sont donc pas égales entre elles, mais toutes partagent un même droit à accéder à la terre. En cas de surplus de terre, c'est-à-dire si la surface exploitable excède le besoin de la population pour la subsistance de chaque famille, la terre échoit aux paysans *le plus à leur aise* (Tengoborski cité par Péchoux, 1965, p. 381). Il faut entendre par là les foyers disposant d'un nombre important de membres aptes au travail et/ou possédant plus de bétail et/ou de matériel de culture. En retour, ils supportent, en proportion, les charges de la communauté. Si la population se multiplie, ces terres forment une réserve pour la distribution. À l'inverse, si la terre est insuffisante, Péchoux signale que le « surplus » de population s'installe ailleurs sans plus de précision. *La solidarité qui lie les membres de la commune ne serait pas la solidarité spontanée, la solidarité active de co-propriétaires qui administrent leur bien en commun, mais une solidarité passive résultant d'une contrainte* (Péchoux, 1965, p. 385).

La terre, comme dans l'évolution du modèle roumain des villages libres, est travaillée en famille. Ces deux formes d'habiter la campagne ont également en commun le partage des biens au cœur du foyer. Un fils se mariant du vivant de son père obtient un lot à exploiter pour son compte. La famille nucléaire compose donc le foyer : il ne semble pas pouvoir y avoir deux chefs de ménage sur une même parcelle. Le mariage d'un enfant entraîne la formation d'une unité économique nouvelle. L'égalité du point de vue de la qualité du terrain est privilégiée. Propriété et possession ne sont pas équivalentes dans le *mir*. Si les prairies et les bois sont gérés et travaillés collectivement, peu à peu, comme lors de la dissolution de l'*obste devalmase* en village généalogique, les champs répartis par foyer sont privatisés. La répartition annuelle s'étire dans le temps. Cet allongement de l'octroi du temps d'exploitation d'une terre par un foyer donne lieu à des opérations de partage des champs à vie. Ce qui ne souffre aucune mise en culture et dont la production est spontanée, les forêts et les prés, reste géré collectivement. Au sein d'un village, diverses formes de distribution, possession et gestion du sol existent donc. D'une commune à l'autre cette répartition varie selon le contexte physique concret (la richesse naturelle de la terre), historique (présence d'un boyard par exemple) et conjoncturel (la

¹⁰³ G. Molinari cité par Péchoux (1965, p. 390) mentionne que le terme *tjaglo* désigne l'unité de travail, de redevances et de superficie. On retrouve en cela un lien avec la polysémie du terme *gospodarie*. Le *tjaglo* est instauré dans la Russie de Ivan III. Il est complémentaire au *pomeste*. Confino M. (1969, pp. 161-218) précise qu'en 1505-1510, le système de *pomeste* se met en place en haut de la société russe. Y sont soumis les boyards et la nouvelle aristocratie. En bas de la société, le système de *tjaglo* est institué. Le *tjagio* est une obligation de payer l'impôt dont le montant est précisé par l'État. *Tjaglo*, comme la *gospodarie*, désigne la corvée, la redevance mais aussi le feu, le foyer.

pression démographique par exemple). Comment la répartition se fait-elle ? L'égalité ou l'équivalence des parcelles ne semble pas de mise dans le *mir* contrairement au schéma proposé par H.H. Stahl (1969, p. 81 repris de 1939, Vol.1, p. 10) pour la répartition opérant dans les communautés libres de type évolué, en Roumanie. Peut-être pouvons-nous, par cette comparaison, mieux comprendre le mode de fonctionnement qui avait cours à Moritzfeld.



Schémas de la structure des unités de références successivement présentées ci-dessus pour cerner le parcours historique de la *gospodarie*.

Dans ce village banatais, le paysage actuel et les quelques cartes archivées que j'ai pu voir, attestent de la coprésence de régime de propriété différents. Au vu de la structure foncière actuelle et de la carte photocopiée du parcellaire villageois de 1796 suspendue dans le bureau du maire du village, Maureni exemplifie, le système mixte. Des lopins rectangulaires étroits placés en parallèle et des terrains plus vastes coexistent. Ceci tend à démontrer la cohabitation d'un seigneur (dont le château transformé en CAP fut rasé en 2006), de petits propriétaires et de paysans vraisemblablement roumains et/ou tsiganes au service notamment du noble. Les blocs de terre plus étendus montrent l'existence de notables. Le « partage de frère » entre « fils » proposé par H.H. Stahl ne semble pas correspondre au terrain exploré. À Moritzfeld, des parcelles furent attribuées directement aux familles souabes. Ces parcelles témoignent d'une forme d'indépendance au village. En effet, la présence du

landlord et la transmission des biens engendrent une différence entre le passé de la localité étudiée et le modèle de *l'obste*. L'autonomie des petits propriétaires, étant donné l'histoire régionale, ne semble pas être le fait d'une communauté libre de paysans roumains mais plutôt héritée de l'origine souabe du village comme le montre la carte polycopiée. La parcellisation causée par la réforme foncière en faveur des paysans roumains peu ou pas dotés de terre pourrait également être un facteur à considérer. Si la situation actuelle du parcellaire découle du tumulte de l'histoire roumaine, il n'en résulte pas moins que mises en rapport avec les minces sources obtenues, des hypothèses peuvent être faites. M. Bloch n'a-t-il pas écrit : *Plus que tout autres, ceux qui se vouent aux études agraires, sous peine de ne pouvoir épeler le grimoire du passé, il leur faut, le plus souvent, lire l'histoire à rebours*¹⁰⁴.



Extrait de la carte polycopiée du bureau du maire de Maureni montrant la répartition des terres de Moritzfeld entre ses unités familiales souabes à la fin du XVIIIème siècle, Maureni, 07/06.

¹⁰⁴ On touche ici à une limite de l'écriture ethnographique imposant pour la clarté de la démonstration une structuration distinguant faits réels historiques, représentations sociales et pratiques contemporaines. Les faits historiques et contemporains s'entremêlent à la mémoire et aux représentations construites par les acteurs. Démêler cet imbroglio est une des tâches de l'analyste. Cependant, elle semble parfois entrer en conflit avec la volonté de la discipline anthropologique de coller au plus près du point de vue de l'acteur d'une part et, d'autre part, au déroulement de l'enquête de terrain au cœur de laquelle la construction de l'objet passe par un jeu de distanciation et de rapprochement entre empirie et théorie, ici et ailleurs. Je m'en suis expliquée dans le chapitre méthodologique. L'approche historique étant privilégiée ici en raison d'un souci de rigueur scientifique exigé par l'exercice de la thèse, je reviendrai au cinquième chapitre sur cet entrelacs. Le quatrième chapitre est consacré aux représentations énoncées aujourd'hui à Maureni suite à l'installation des investisseurs occidentaux dans le Banat et au village.

3.2.4 Retour au village

À Maureni, comme pour le *mir*, les villageois ont des statuts très différents qui se reflètent dans la structure foncière. Les prés communaux côtoient de vastes terres et des lopins montrant la présence conjointe d'un landlord et peut-être de magnats, de petits propriétaires et ou paysans ayant acquis ou travaillant des parcelles personnelles. La présence d'un notable, au vu de l'histoire de Transylvanie laisse sous-entendre la présence de paysans soumis. Les récits des derniers villageois souabes actuels parlent d'un village roumain annexe de Moritzfeld. Peut-être s'agit-il là d'un quartier réservé à une population de moindre statut, une population asservie. En Transylvanie, certains villages présentent encore une structuration par quartier ethnique. Les déplacements de population et les migrations des cinquante dernières années ont modifié cette spatialisation qui demeure tout de même visible. De fondation souabe, le village investigué était habité par cette population mais probablement par d'autres ethnies déjà présentes sur le sol banatais. Il est vraisemblable, au su de l'histoire précédemment exposée, de penser que les membres des *natio* étaient propriétaires. Par contre, avant 1925, les Roumains bien qu'affranchis officiellement depuis 1864 ne séjournaient pas au village mais bien « à côté ». Leur pénétration durant l'entre-deux-guerres laisse sous-entendre un changement de statut. En effet, la migration des « Allemands » n'est, à cette époque, pas encore effective tandis que l'avènement de la Grande Roumanie transforme la « minorité » roumaine autrefois non reconnue en majorité nationale.

La « Grande Roumanie » de l'entre-deux guerres regroupe donc plusieurs populations, dotées d'appellations régionales (tels les Saxons de Transylvanie, les Souabes du Banat et de Satu Mare), ou simplement nommés « Allemands ». Ces diverses collectivités sont regroupées sous le terme générique d'« Allemands », choisi par l'administration roumaine : une nouvelle minorité est formée par les autorités, celle des « Allemands de Roumanie » (germani din România)¹⁰⁵. La germanité supposée des membres de chacun de ces groupes, aux histoires très diverses, est le critère retenu pour créer de toute part une population dont les composantes régionales n'entretenaient jusqu'alors que peu de liens, voire pas de liens. Finalement, ce sont les gouvernants roumains d'après la Première Guerre mondiale qui se servent de la germanité pour définir un groupe minoritaire dans la nouvelle société roumaine. L'emploi du terme « Allemands » accroît l'ambiguïté en introduisant une référence explicite à l'Empire allemand, puisque les groupes les plus anciens (les Saxons de Transylvanie, les Souabes du Banat et les Souabes de Satu Mare) possèdent des dénominations qui font référence à leurs régions d'implantation et non à l'Allemagne. Alors qu'ils soutiennent leur intégration à la Grande Roumanie et croient obtenir une représentation politique satisfaisante, les Saxons (et les autres Allemands de Roumanie) voient leurs espoirs déçus à partir des

¹⁰⁵ L'expression de minorité allemande (sans pluriel et sans guillemet) utilisée dans le présent texte correspond donc à une catégorie administrative reconnue dans l'Etat roumain.

années trente. Les collusions des Saxons et dignitaires nationalistes allemands dans l'entre-deux guerres accroissent le trouble (Michalon, 2003, p. 126).

Le village s'est agrandi, s'est étiré si l'on compare son plan actuel à la carte datant de sa fondation. Les membres des *Natio* étaient potentiellement propriétaires tandis que le statut des Roumains ne l'autorisait pas nécessairement. Les Souabes alors non encore « germanisés » formaient un groupe particulier n'excluant pas la présence des autres groupes ethniques d'autant plus que le Banat est multiethnique. L'association des différents travaux historiques et ethnographiques, d'archives et les observations menées sur le terrain permet donc de faire l'hypothèse d'une population roumaine discriminée majoritairement sans terre au village, au service des notables locaux¹⁰⁶ dont l'acquisition de la nationalité roumaine modifia le statut.

Les familles venues de Sibiu sont-elles les seules à s'installer au village ? Le court historique fournit pas la commune ne parle pas des Roumains « d'à côté » ? Que sont-ils, dans ce cas, devenus ? Étaient-ils au service d'un notable ? La liquidation du deuxième servage ayant été promulguée 56 ans plus tôt, il est permis d'en douter. Quelle forme la commune souabe avait-elle ? Comment la propriété et les foyers fonctionnaient-ils ? Comment s'opéra la « transition » entre Moritzfeld et Maureni ? La pratique des terres communales est-elle issue d'une adaptation résultant de la présence roumaine potentiellement liée à *l'obste* ou les Souabes la pratiquaient-ils ? Outre l'instauration d'une « mairie », mais ce terme est-il adéquat à l'institution originale, et les biens octroyés aux premiers colons fonctionnant individuellement et en famille nucléaire propriétaire (ce qui n'empêche nullement l'existence d'une possible institution d'entraide ou une forme communautaire quelconque), les informations sont limitées. Il serait intéressant d'affiner ces éléments. Cependant, il ne s'agit pas de l'objet de cette étude. Elle n'est ni une étude d'histoire locale ni une étude du fonctionnement de la communauté villageoise. La perspective diachronique exposée de la *gospodarie* et du *gospodar* bien qu'indispensable et cruciale ne requiert pas, il me semble, un tel degré de précision. De plus, la marque des institutions souabes est actuellement peu prégnante en raison de leur incorporation, au village, dès 1925 à une population roumaine devenue largement majoritaire suite à une massive émigration vers l'Allemagne au cours du XX^{ème} siècle. Cette empreinte peut également être relativisée par l'impact de la collectivisation. Les villageois actuels font d'ailleurs référence à la *gospodarie* de l'entre-deux-guerres et à la période communiste partagée avec les Souabes non à cette période de la fondation du village¹⁰⁷. Qui plus est, l'objet de cette étude n'est ni le foyer souabe ni la communauté villageoise ce qui ne permet pas de négliger l'origine de ce foyer.

¹⁰⁶ Je n'ai de trace, outre le nom du premier maire, que du nom du *mosierul* (grand propriétaire terrien) Ludwig Wirkner. Il s'agit du landlord souabe qui, en 1873, refusa que la ligne de chemin de fer traverse ses terres ce qui eut pour conséquence que la gare se trouve à l'extérieur du village encore aujourd'hui.

¹⁰⁷ Pour plus de précisions voir Vultur S., *Germanii din Banat prin povestirile lor*, Bucarest : Paedeia, 2002.

3.3 Les héritiers du *gospodar* de Maureni

Au XX^{ème} siècle, dans les sondages¹⁰⁸ et recensements¹⁰⁹, les *gospodarii* sont classées selon des critères de structure démographique ou ethnique, leurs sources de revenus et la transmission des biens. R. Vuia (1937), comme d'autres, en a dressé une typologie architecturale. Cependant l'une ou l'autre de ces catégorisations s'avère insuffisante pour brosser le portrait et saisir la complexité de ces unités. La cellule familiale s'étendant selon les foyers est insuffisante à la compréhension de ce dernier en raison des échanges opérés et des relations établies entre eux. Les critères architecturaux ne reflètent pas toujours le choix de personnes déplacées durant le régime communiste même si les aménagements et les travaux effectués sont encore significatifs. L'ethnie pose question car les appartenances et les désignations sont multiples. Les revenus ne peuvent être associés à une profession principale : ils sont pluriels et complémentaires. Ainsi que D. Kideckel le note, il y a de nombreuses façons d'aborder l'étude du foyer domestique : *efforts to classify households or domestic groups frequently focus on readily observable differences in structure (Fortes 1958, Hammel 1972, Halper & Anderson 1970), occupation (Pasternak, Ember, & Ember 1976), or ownership and transmission of property (Freedman 1958, Goody 1976). It became common to categorize households in socialist villages solely by demographic (Cole 1976, 1981; Hann 1980: 140-41; Randall 1976, 1983) or occupational criteria (Sampson 1984: 203-5), as nationalization and collectivization eliminated most property-based class differences* (Kideckel, 1993, p. 139). Pour sa part, ce chercheur américain a dressé une typologie établie selon les stratégies économiques des foyers domestiques d'un village roumain d'Olténie durant le communisme. Il détermine ainsi 5 types de foyers:

- les maisnies visant à étendre leur statut socio-économique dans le village (*Aggrandizing*)
- les foyers partageant ce but en recourant à la mobilité tout en se distanciant spatialement ou symboliquement du village (*Mobile*)
- les maisons ayant moins de succès économiques et politiques caractérisées par une balance économique précaire orientant les activités (*Integrated*)
- les ménages mobiles dans la région et perçus comme extérieurs au village même si leurs rôles économiques et politique sont importants (*Transition*)
- les demeures établies à la frontière du village au propre comme au figuré et vivant de maigres ressources (*Marginal*).

Pour ma part, les observations et les propos recueillis à Maureni montrent que si des traces de ces stratégies persistent, la *gospodarie* est aussi autre chose qu'un déploiement économique de subsistance. D. Kideckel (1993, p. 140) affirme lui-même: *any household's strategy reflected first its perceptions of its own position, prestige, and possibility within the village*. La *gospodarie* et son mode de vie sont aussi une

¹⁰⁸ Sondages sur la qualité de vie par exemple et recensements de population.

¹⁰⁹ Comprendre ici recensements de population.

norme présidant à un jugement social, au prestige orientant les stratégies de (sur)vie. Ceci montre bien que la *gospodarie* est plus qu'une débrouille imposée par une « shortage economy » à dépasser durant la « transition » vers une « économie de marché ». Son développement cependant ne peut être séparé de cette recherche de ressources tout comme sa prospérité n'efface pas le prestige sous-jacent à certains marqueurs identitaires (Barth, 1995).

La *gospodarie* et le *gospodar* sont polysémiques ainsi que me l'ont explicité et montré les Maurenienii rencontrés. À Maurenii, la *gospodarie* est l'unité de référence : l'habitation et ses dépendances, le foyer qui l'habite. Selon P. H. Stahl (1975), le groupe domestique est *la plus petite unité sociale*. V. Mihailescu ajoute qu'il est *l'autoréférence usuelle des paysans* (Mihailescu, 2002-03, p. 9). Au village, le *gospodar* est décrit comme quelqu'un qui travaille, vit à la campagne, a des animaux et un potager, prend soin de son foyer, œuvre à sa prospérité, lui assure par ce biais la sécurité du lendemain et son indépendance¹¹⁰. Pour Bibiana¹¹¹ : *le gospodar n'est pas le système, l'homme du village, c'est chaque homme qui a sa vie, son travail, veut faire quelque chose pour sa maison, sa famille et implicitement pour son bien-être, sa prospérité. Au village, il se peut que le gospodar ait un peu plus de travail qu'en ville parce qu'ici, nous travaillons au jardin, nous élevons des animaux. On dit que, à 70%, ils peuvent vivre avec ce qu'ils ont obtenu de leur propre travail. Cela doit être plus complexe car cela dépend aussi des années et du climat, de tout.*

- S : *Vous êtes enseignante et gospodar?*

- B : *Et tout: enseignante, gospodar, ... Ainsi nous apprenons depuis que nous sommes petits à travailler dans la maison que tu as.*

Il s'agit plus d'une façon de mener son travail, sa maison, sa vie et son foyer vers la prospérité que d'un modèle de vie général, une manière de vivre à la campagne, un exemple suivi et à suivre. Ce n'est pas un modèle mais une façon d'être et une façon d'agir combinées s'influençant réciproquement. Ces pratiques sont exigeantes, concrètes et apprises. Il s'agit également d'un choix et non d'un *système*, d'un modèle selon Bibiana qui s'inscrit dans la continuation du mode de vie *gospodar* sur base du modèle de l'entre-deux-guerres et du sens identitaire qui lui est imputé aujourd'hui et hérité de la construction de la figure du paysan roumain rappelée précédemment. Autonomie, sécurité et confort par un travail soigné sont les maîtres mots de ce « retour vers le futur » ainsi que le qualifie C. Giordano (1995). En effet, la *gospodarie* est présentée par les autorités au sortir de la dictature et vécue par les villageois comme un système économique d'exploitation en petites unités domestiques mixtes. Ce « retour » s'impose en raison des conditions économiques difficiles du post-communisme en « transition ». Il est

¹¹⁰ Les extraits suivants sont quelques exemples parmi d'autres.

¹¹¹ Bibiana, enseignante, entre 35 et 40 ans, Maurenii, 05/06.

Pour indiquer le changement d'interlocuteur dans le dialogue, la première lettre du prénom sera utilisée, le « S » me représentant. Si les propos ont été tenus en français, je les transcrirai tel quel. S'ils ont été menés en roumain, j'opérerai à une traduction en adaptant le style oral au style écrit. Les termes entre parenthèses non italiques sont les mots roumain utilisés par l'informateur et dont la traduction amoindrit la portée ou la nuance. Il peut également s'agir d'ajout de ma part en vue de lier le propos tenu à son contexte textuel.

également senti comme une « retour » à soi dans la perspective d'un retour à l'Europe et à l'histoire après ce qui est présenté officiellement comme l'impasse communiste.

Par ailleurs, le *gospodar* est aussi une norme fondant le jugement social au village. C'est une valeur présidant à la distinction des villageois entre eux. La fierté de Bibiana de se dire *gospodina* est partagée par d'autres Maurenieni. Lorsque je lui demande s'il est *gospodar*, Gheorghe me répond qu'il pense l'être. Selon lui, le *gospodar* est *quelqu'un qui accumule, qui fait quelque chose par exemple, qui est assidu, qui fait toujours ce qu'il doit par exemple avec ses vaches, ses chevaux, qui travaille beaucoup comme il le doit. (...) Je ne peux parvenir à faire une ferme, mais trois ou quatre (vaches), je peux m'en occuper. Cela me semble être un gospodar : quelqu'un qui travaille. (...) On dit que chaque habitant est gospodar au village mais quelques-uns oui et les autres moins. Chacun a ses principes, sa façon de penser et d'être gospodar. On dit ici que c'est le premier, le premier homme du village. C'est bête. Pour moi, tout le monde l'est car chacun fait comme il veut à la maison, aménage le lieu. Il habite une gospodarie, il est gospodar*¹¹². La petite production agricole et pastorale des mainsies permettant de (sur)vivre économiquement parlant est aussi un mode de vie valorisé grâce au travail accompli. Le travail n'est plus nécessairement pratiqué sur les terres mais demeure un marqueur identitaire. Gheorghe met en cause une forme de domination par la terre. Il favorise la reconnaissance fondée l'acte, le labeur quel qu'il soit rendu visible par la tenue de la maison. Un glissement à analyser s'opère. Le *gospodar* est quelqu'un qui mène à bien son travail, remplit son devoir de paysan, mais ce dernier semble se transformer. Présenté et construit séculièrement comme modèle originel et original de la vie roumaine et rurale selon divers avatars propres au contexte de leur apparition et de leurs utilisations successives à divers niveaux, Gheorghe défend son adaptation au contexte actuel. La norme sociale « première » fondée sur le travail semble évoluer vers une façon d'habiter, d'occuper un lieu en raison de l'incapacité financière à devenir fermier ou autre chose et du « cantonnement » à un travail d'élevage restreint mais soigneux. Il s'agit aussi d'une attitude. *Une partie des gens du village sont et d'autres ne sont pas gospodari. Ils vivent à la campagne et n'ont même pas au moins un jardin, hélas c'est triste, ce que tu vois : le jardin est plein de mauvaises herbes. Ils n'ont pas une poule, une volaille dans la cour, ils n'ont rien. Je ne peux pas dire que la vie à la campagne est plus mauvaise qu'en ville. Là-bas, à côté des blocs, ils font des coins avec deux ou trois poulets. Ceux de la campagne sont plus mauvais que ceux de la ville. (...) C'est honteux de rester à la campagne sans rien avoir*¹¹³. Le mode de vie rural imposant le travail du jardin comme trait distinctif de cet espace et de l'identité qui lui est superposée ne disparaît pas pour autant des discours des Maurenieni. Le *gospodar* est quelqu'un qui travaille sa propriété un minimum. Le jardin semble être un révélateur du respect de ce mode de vie. Celui-ci est normatif car il préside à une distribution des villageois en deux groupes : les *gospodari* et les non *gospodari* qui laissent improductive leur *gospodarie*. Celle-ci est alors entendue non pas comme habitation mais comme petite exploitation sous-tendant une façon d'être.

¹¹² Gheorghe, chômeur et vacher, 41 ans, Mauren, 08/06.

¹¹³ Capdefier, chômeur, 57 ans, Mauren, 07/06.

Si la *gospodarie* est, parfois, décrite comme l'habitation et l'exploitation des zones rurales, son mode de vie n'est pas, à strictement parler, différent de la ville depuis les échanges opérés entre les foyers citadins et campagnards durant le communisme (la *gospodarie mixte diffuse* de V. Mihailescu). Ils seraient complémentaires. Ceci semble, a priori, contraire à la construction sur le mode d'une fraction de l'identité culturelle roumaine résultant des visages imputés au *gospodar* historiquement : paysan à faire évoluer sur le modèle urbain ou mode traditionnel et authentique à préserver. La ville moderne est alors opposée à la ruralité, mais le contexte socio-économique actuel et les manières héritées de la *gospodarie mixte diffuse* engendrent une proximité de fait entre les modes de vie et de débrouille au sein de ces espaces distincts. Pour Gheorghe, être *gospodar* c'est aujourd'hui habiter une *gospodarie* : une maison villageoise et y vivre selon ses possibilités. Un déplacement de sens tout autant qu'une permanence se ressent. Petru¹¹⁴, en boutade me dit : *le gospodar c'est de la merde*. Il m'explique que ce *gospodar* n'a plus aucun rapport avec le modèle, l'idéal originel. *C'est complexe. Les gens qui se revendiquent aujourd'hui comme gospodari, qui fièrement se disent tels n'ont rien de commun avec lui. Ils n'ont aucun rapport avec ce que ça veut dire gospodar. 40 ans de communisme ont changé beaucoup les choses*. Plus personne ne peut travailler et vivre comme le paysan d'antan ni ne le doit selon lui car il s'agit d'une pratique archaïque, ancestrale et pénible mais aussi d'un mode de vie rural respectueux de la nature, proche du développement durable que la fondation dont il est directeur tente de défendre les valeurs. Le frein technologique, selon Petru, amènerait les villageois à se cantonner à une agriculture de type paysanne justifiée, supportée, excusée par un ancrage historique construit comme emblématique de la roumanité. Cependant, ce mode d'exploitation est une stagnation, un anachronisme pour le directeur. Si les fondements du lien et du respect de la nature ne sont pas à mettre de côté, il faut faciliter le travail de l'exploitant ce qui n'est, selon Petru, pas toujours le cas. Tant au sein de la *gospodarie* que des exploitations communistes ou capitalistes, des dérapages écologiques et sociaux ont lieu. Petru illustre et sous-tend son propos au travers des exemples que constituent pour lui la pollution des nappes phréatiques par les engrais et pesticides, le développement des maladies animales (grippe aviaire, vache folle, fièvre porcine, ...) et les risques sanitaires qui en découlent, la mauvaise gestion des ressources à tous les échelons mais surtout au sein des maisnies *qui font avec ce qu'elles ont et comme elles peuvent*. Petru argue également de la normalisation qui a cours de part et d'autre : la suppression de la production au cœur de la *gospodarie* en raison des normes sanitaires européennes d'une part et la soumission à la terre, à son exploitation à tout prix d'autre part si bien que *certaines sont sans avenir*.

Aussi, le *gospodar* est-il un modèle normatif inventé au cours du temps et selon le contexte concret intimement lié à la mise en culture, l'économie et la nourriture, la production et la consommation, la relation à autrui et donc à soi où idéal et matériel s'interpénètrent. Cet héritage est à la fois une prise de position volontaire ou non par rapport à un contexte socio-économique et à une

¹¹⁴ Petru, directeur de l'ONG Fundatia pentru dezvoltare rurala din Romania, Fondation pour le développement rural de Roumanie établie à Timisoara et membre d'OVR Roumanie, Timisoara, 11/08.

norme. Il est aussi un lien mémoriel, un trait culturel transmis et construit historiquement, potentiellement amené à disparaître. *Le gospodar c'était une présence dominante et incontournable dans, avant la guerre, mais aussi pendant le temps du communisme. Parce que en fait, dans ma conception, c'est quoi le gospodar, c'est quelqu'un qui produit pour lui et pour la famille et qui essaie de vivre de sa production. Donc c'est une sorte de production d'autosubsistance, d'autarcie en partie, mais en tout cas d'autosubsistance et qui était parfaitement adaptée même au système communiste qui avait regroupé la plupart des terres dans les fermes d'Etat, ou des kolkhozes mais qui avait quand même laissé une partie des terres aux agriculteurs qui étaient membres de cette coopérative. L'intelligence native paysanne roumaine a su utiliser cette opportunité pas seulement pour garder un mythe, pour le plaisir du mythe, mais pour s'adapter à une situation qui, à mon avis, était difficile dans le temps du communisme. Les temps ont changé. Le problème c'est que maintenant, avec l'économie de marché, à mon avis ça va être encore plus dangereux que le communisme puisque, si vous voulez, on oblige les agriculteurs à respecter des normes : des normes d'hygiène, des normes de bien-être des animaux. On oblige les agriculteurs à produire pour le marché et on ne les soutient pas financièrement s'ils ne produisent pas pour le marché*¹¹⁵. La présence des investisseurs occidentaux au village est une conjoncture particulière. Elle est l'occasion d'énoncer et d'entendre une charge identitaire adaptée au contexte contemporain dont se charge la *gospodarie*. Elle dévoile également de nouvelles distinctions s'opérant au coeur de Maureni mobilisant le *gospodar* tout en le transformant. Qu'en est-il ? Comment s'articulent aujourd'hui dans ce village banatais le fait de vivre en campagne, de vivre en *gospodarie* et en relation avec d'autres foyers ?

¹¹⁵ D. Ciolos, ancien ministre de l'agriculture et du développement durable, 40 ans, Bucarest, 02/09.